

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 54 (1913), p. 113-149

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1913__54__113_0

© Société de statistique de Paris, 1913, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 3. — MARS 1913

I

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 19 FÉVRIER 1913

SOMMAIRE. — Adoption du procès-verbal de la séance du 15 janvier 1913 — Nomination de M. Raymond Poincaré comme Membre d'honneur de la Société. — Félicitations officielles adressées à M. Raymond Poincaré, élu président de la République française — Election de cinq membres titulaires — Présentation de cinq membres titulaires et d'un membre associé — Distinctions honorifiques — Nécrologie — Correspondance et présentation d'ouvrages : M. le Secrétaire général — Rapport du trésorier et de la commission des finances sur les comptes de 1912 et le projet de budget pour 1913. — Discussion sur les communications faites en janvier sur les « Tempêtes de Bourse », par M. A. Neymarck, et « l'Observation et la Stabilisation des prix », par M. Lucien March : MM. Lucien March, Bernard, Neymarck, Thery, Roulleau, Deschamps, Ch. Mourre, Landry. — Fixation de la date et de l'ordre du jour de la séance de mars.

La séance est ouverte à 21 heures sous la présidence de M. CADOUX, qui met aux voix le procès-verbal de la séance du 15 janvier 1913, lequel est adopté sans observations.

Il prie M. Devawrin de remplacer le secrétaire des séances, M. Boislandry-Dubern, qui s'est excusé de ne pouvoir assister à la séance.

M. le Président s'exprime ensuite ainsi :

« Au lendemain de notre dernière réunion, l'un des membres de notre Société, M. Raymond Poincaré, de l'Académie française, sénateur et président du Conseil des ministres, a été élu par l'Assemblée nationale Président de la République française.

« Votre Conseil, certain de traduire les sentiments de nos confrères, a décidé de vous demander de manifester la satisfaction causée à chacun de nous par cette élévation à la suprême magistrature d'un travailleur émérite, doué des plus précieuses qualités de l'intelligence, du cœur et du caractère, que nous serons fiers de continuer à compter parmi les membres de la Société de Statistique de Paris.

« Je suis personnellement très heureux de vous proposer, au nom de votre Conseil, le vote du projet de résolution que voici :

« L'assemblée des membres de la Société de Statistique de Paris, dans sa séance du 19 février 1913,

« Sur la proposition faite par le président au nom de son Conseil,

« Adopte la résolution suivante :

« M. Raymond Poincaré, président de la République, membre de la Société, est nommé Membre d'honneur de la Société de Statistique de Paris.

« Ampliation de la présente délibération lui sera remise par une délégation composée de MM.

- « G. Cadoux, président en exercice ;
- « Doumer, A. Neymarck et Payelle, anciens présidents ;
- « Barriol, secrétaire général en exercice ;
- « Malzac, vice-président en exercice ;
- « Bernard, membre du Conseil. »

Cette proposition, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité. (*Vifs applaudissements.*)

M. le Président rappelle que MM. Ch. GALLOT, BAUDOIN-BUGNET, DELIGNE, Tony CHAUVIN, Jules GOUJON ont été présentés à la séance précédente comme *membres titulaires* ; leur élection est prononcée à l'unanimité.

Il a reçu les demandes de candidature suivantes sur lesquelles, conformément au règlement, il sera prononcé dans la séance de mars.

Au titre de *membre titulaire* :

M. KLOTZ, ministre des Finances, 6, rue François 1^{er} (VIII^e), présenté par MM. Alfred Neymarck et Barriol ;

M. Édouard ROCHOUX D'AUBERT, associé d'agent de change, 4, rue de Stockholm (VII^e), présenté par MM. Margaritis et Barriol ;

M. Louis KARZYNSKI, délégué de la Russie au Comité international pour l'étude scientifique de la question de l'alcool, 11, rue de Balzac (VIII^e), présenté par MM. Desroys du Roure et Raphaël-Georges Lévy ;

M. RONSE, chef de bureau au ministère des Finances, présenté par MM. Alfred Neymarck et Barriol ;

M. TRUCHY, professeur d'économie politique à la Faculté de Droit de Paris, 24, rue Saint-Ferdinand (VII^e), présenté par MM. Souchon et Fernand Faure.

M. G. DESCHAMPS, professeur à la Faculté de droit de Paris, 42, rue Notre-Dame-des-Champs, présenté par MM. Souchon, Fernand Faure et Barriol.

Au titre de *membre associé* :

M. Ch. FERRARIS, député au Parlement italien, ancien ministre des Travaux publics, professeur à l'Université de Padoue, présenté par MM. Bodio, Maurice Bellom et Barriol.

Parmi les promotions dans la Légion d'honneur, M. le Président a relevé avec plaisir le nom de M. Michel Huber, notre sympathique vice-président ; au nom de la Société, il félicite notre collègue, que ses beaux travaux statistiques, son labeur assidu et productif désignaient depuis longtemps pour cette distinction. (*Vifs applaudissements.*)

Nos deux excellents collègues, MM. Théry et Risler, ont été, l'un élevé à la dignité de grand-officier et le second promu commandeur ; la Société leur adresse ses vives félicitations.

M. le Président signale le décès de M. Kummer, président de la Société suisse de Statistique, dont il rappelle les beaux travaux actuariels ; la disparition de M. Kummer est une perte très regrettable qui sera vivement ressentie et notre Société s'associe aux regrets de nos confrères suisses.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL annonce que la Société de Statistique et de Géographie du Mexique a élu comme secrétaire perpétuel M. Francisco Belmar, dont les travaux sont connus et appréciés en France ; les autres membres du bureau sont MM. Joaquin-D. Casasus, vice-président ; Alberto-M. Carreus et José Romero, secrétaires ; Ramon Mona, Francisco Fernandez del Castillo, vice-secrétaires.

Parmi les documents reçus depuis la dernière séance, et dont on trouvera la liste complète à la fin du présent numéro, M. le Secrétaire général signale les suivants :

L'Annuaire statistique de la Russie, les Statistiques si complètes de la Suède et du Danemark, les Statistiques judiciaires et criminelles de l'Italie, l'Annuaire statistique de la ville de Dresde ;

Les Statistiques du Mexique et de l'Uruguay, le Bulletin de la Statistique générale de la France et celui de la Société d'Économie politique de Paris.

M. March a offert à la Société un tirage à part de ses études sur la fertilité des

mariages, deux congrès intéressant l'hygiène et traitement statistique des mesures mentales. Nous avons reçu également pour compte rendu un livre de M. Halbwachs sur la classe ouvrière et les niveaux de la vie et, enfin, notre collègue et ami, M. Lenoir, nous a adressé son remarquable travail sur la formation des prix ; cet ouvrage est à signaler et tous nos collègues doivent le posséder : il leur fournira d'utiles renseignements statistiques et il faut remercier M. Lenoir d'avoir pris le temps de les réunir.

Enfin, M. Max Lazard nous a fait parvenir le volume n° 4 du Bulletin de l'Association internationale pour la lutte contre le chômage ; c'est un nouveau recueil de documentation impartiale et d'un intérêt puissant, il serait à souhaiter que les travaux de cette association soient suivis par un plus grand nombre de collègues de notre Société.

M. le PRÉSIDENT donne la parole à M. le trésorier Matrat pour la lecture de son rapport sur les comptes de 1912 et le projet de budget de 1913 (Voir page 137.)

La Commission des finances a examiné la comptabilité et le budget, et son rapporteur M. Malzac, vice-président, se trouvant dans l'impossibilité d'assister à la séance, M. le secrétaire général lit le rapport de M. Malzac. (Voir page 148.)

M. le Président met aux voix les propositions de la Commission des Comptes qui sont adoptées à l'unanimité. Il remercie M. Matrat pour son dévouement inlassable aux intérêts de notre Société et M. Malzac, rapporteur de la Commission.

Il donne ensuite la parole à M. Lucien March pour rappeler brièvement le sujet de la discussion porté à l'ordre du jour et communiquer les observations de M. Irving Fisher, qui sont publiées *in extenso* en annexe de procès-verbal. (Voir page 119.)

M. Lucien MARCH rappelle que sa communication comprend trois parties : Dans la première, dit-il, j'ai rendu compte de ma visite à un office de statistique privé, fondé aux États-Unis par M. Babson, en vue de coordonner toutes les informations utiles à la connaissance de l'état économique général, à un moment quelconque, et d'en dégager des éléments de prévision. M. Babson est actuellement en Europe, en vue d'étendre ses observations aux pays européens. Il assistera à notre prochaine séance et, si vous le permettez, il présentera des graphiques susceptibles de compléter mon compte rendu ; mieux vaut sans doute remettre à la prochaine séance les observations sur ce sujet. Dans la troisième partie, je suis revenu à la question de l'observation économique à propos de la proposition d'une conférence internationale, proposition qui a été adoptée par le Sénat des États-Unis et qui attend actuellement le vote de la Chambre des représentants. Plus les relations économiques se compliquent, plus il est difficile de constater les répercussions des événements et de prévenir les excès auxquels peut donner lieu la puissance économique, comme toute puissance. Pour atténuer les effets de ces excès, qui se traduisent par des crises dont tout le monde souffre, le moyen le moins dangereux, le plus libéral, à mon sens, est d'instruire le public, de grouper systématiquement les faits économiques journaliers, d'en tracer l'histoire, d'en dégager les relations, afin de tirer de l'expérience du passé des avertissements pour l'avenir. Il me semble que, pour être véritablement utile, l'observation doit porter sur le terrain international, mais il faut à l'organisme qui en serait chargé l'appui d'organismes nationaux.

Dans la seconde partie, j'ai rendu compte d'un système particulier préconisé par le professeur Irving Fisher et qui tend à éviter directement les mouvements de prix par une action directe des États sur le monnayage. J'ai voulu dégager ce système de ses éléments les plus incertains en admettant simplement que la limitation du monnayage, sous une forme quelconque, agirait comme un frein de la hausse des prix.

Cette assertion m'a paru suffisamment fondée par la corrélation qui me semble établie entre le mouvement des prix et le mouvement du stock monétaire.

Toutefois, en exposant le principe du système, j'ai utilisé un tableau qui m'avait été remis par mon correspondant en vue de fixer les idées. Ce tableau est dressé pour faire apparaître l'effet d'un accroissement du poids d'or exigé en échange d'une pièce de monnaie sur le niveau des prix, quand la liaison est exprimée par

une formule particulière. Dans les observations du professeur Fisher, on trouvera l'expression d'une autre formule à laquelle il paraît s'être arrêté.

La question est de savoir si, effectivement, l'accroissement du poids du lingot et le niveau des prix seraient dans une dépendance assez étroite pour légitimer une formule quasi rigide.

M. Jules BERNARD dit que la communication si intéressante de M. Neymarck sur les *Tempêtes de Bourse* pourrait être complétée par un travail sur la variation des cours pendant les périodes moins agitées ; il y a certainement des causes profondes qui interviennent pour fixer les cours et il serait utile d'indiquer les principales d'entre elles aussi bien pour les valeurs à revenu variable que pour les valeurs à revenu fixe.

M. Alfred NEYMARCK, répondant à son confrère Jules Bernard, dit que le désir qu'il a exprimé sera réalisé dans une prochaine séance. En terminant sa communication du mois dernier sur les *Tempêtes de Bourse*, M. Alfred Neymarck a averti le secrétaire général que sa communication serait suivie d'une seconde sur les *Beaux temps de Bourse*, et qu'elle comporterait les enseignements dont le public de l'épargne pourra profiter en s'appuyant sur des faits et des chiffres précis.

M. Edmond THÉRY (1) fait la critique du système de M. Irving Fisher. Après avoir exprimé des doutes sur son adoption successive par tous les grands pays commerçants, il signale les inconvénients de sa mise en vigueur dans un seul d'entre eux, mesure qui aurait pour effet de ruiner le commerce d'exportation dans ce pays en relevant les changes sur l'étranger. Il adresse à ce système un reproche plus grave encore, celui de considérer, à tort, comme le prouve l'histoire des cinquante dernières années, la hausse des prix des marchandises comme nuisible aux intérêts généraux de l'humanité.

M. le PRÉSIDENT remercie M. Théry de sa très intéressante communication et donne la parole à M. Roulleau.

M. ROULLEAU (2) critique le système de M. Fisher à un double point de vue. D'une part, ce système semble supposer que la valeur d'un même poids d'or ne varie pas dans le temps, de même que la longueur du mètre demeure invariable. Ce n'est là qu'un postulat. D'autre part, même en supposant une entente entre les divers gouvernements en vue de le réaliser, l'application de ce système conduirait les États à accumuler des encaisses de plusieurs milliards qui, contrairement à celles des banques, seraient improductives. Il évalue à 4 ou 5 milliards la valeur qu'auraient atteinte ces stocks s'ils avaient été constitués depuis 1896.

D'ailleurs, le projet Fisher ne réaliserait qu'une stabilisation *relative*. Si l'on prévoyait la hausse de l'or, on achèterait ce métal à l'État pour le revendre ensuite, et inversement en cas de baisse prévue. M. Fisher ne trouve, pour empêcher semblable spéculation que l'établissement d'un droit de *brassage* de 1 % de manière à établir un écart de 1 % entre le prix d'achat et le prix de vente de l'or par l'État. Ce droit est d'ailleurs exorbitant. Le droit de brassage actuel, qui représente les frais de monnayage, n'excède pas 2 à 3 ‰.

Les propositions de M. Irving Fisher, dit M. Alfred NEYMARCK, sont ingénieuses, mais elles n'ont pas le mérite de la nouveauté. Elles se rapprochent, sur beaucoup de points, de celles qu'un de nos bien regrettés confrères et amis, Ch.-M. Limousin, exposait à la Société de Statistique et à la Société d'Économie politique, il y a déjà de longues années.

Bien loin d'être un progrès, le système d'Irving Fisher serait un recul économique, commercial, financier ; ce serait jeter un trouble profond dans les échanges nationaux et internationaux ; l'industriel, le commerçant ne serait jamais sûr que les prix auxquels il achète ou vend sa marchandise ou produits ne subiraient pas de profondes modifications le jour où il aurait à payer ses achats ou à recevoir le prix de ses ventes.

Sur le et les marchés financiers, ce serait jeter un trouble, un bouleversement

(1) Voir page 122 les observations de M. E. Théry.

(2) Voir page 131 les observations de M. G. Roulleau.

complets. Les tempêtes de Bourse ne se produiraient pas de loin en loin, mais elles seraient constantes, perpétuelles.

M. Edmond Théry a fait une démonstration claire et précise des dangers de l'adoption de telles propositions ; il a fait remarquer, avec raison, que dans le mouvement des échanges, l'or et l'argent, la monnaie, ne pèsent que dans des proportions insignifiantes. Dans ses rapports bi-annuels à l'Institut International de Statistique, de même que tout récemment dans la conférence qu'il a eu l'honneur de faire à la Société Industrielle de Mulhouse et dans celle qu'il a faite ici même en janvier dernier, M. Alfred Neymarck a établi, avec chiffres officiels à l'appui, en regard du montant total de l'or et de l'argent extraits des entrailles de la terre, le montant des valeurs mobilières circulant dans le monde fin 1910, le mouvement international des marchandises, des capitaux, des chambres de compensation, des escomptes commerciaux. Les 72 milliards en or et 73 milliards en argent qui ont été extraits de la terre ne représentent qu'une faible partie des moyens d'échange et de crédit qui sont nés. Si nous en étions réduits, pour les échanges, à l'or et à l'argent, nous serions presque encore à l'état primitif, à l'état de nature.

M. MOURRE ne croit pas que la quantité de monnaie aie par elle-même une influence sur la hausse et la baisse des prix. Une hausse considérable s'est produite depuis 1896 malgré une augmentation de la circulation monétaire. En 1908, année de crise financière, l'industrie a subi un mouvement de dépression très marqué ; les prix ont bien baissé par rapport à ceux de 1907, mais se sont maintenus au niveau de ceux de 1905. Il y a donc une cause permanente qui s'oppose à la baisse des prix : cette cause est l'augmentation des instruments d'échange.

M. THÉRY rappelle ce fait que, plus la circulation est abondante, moins l'on voit se produire de crises monétaires. La raréfaction monétaire qui a suivi la disqualification de l'argent comme étalon des valeurs a entraîné de 1888 à 1895 une crise de change dans les pays fortement débiteurs, tels le Brésil, la Russie et l'Argentine. Sans doute ces pays avaient abusé de l'emprunt, mais ils ont avant tout souffert de la disqualification de l'argent.

M. DESCHAMPS (1) fait observer que le système de M. Fisher n'est pas nouveau : il procède d'une idée déjà ancienne, qui consiste à dissocier l'or considéré comme métal de la monnaie frappée d'or et à remplacer à cet effet cette dernière par du papier d'État, émis suivant les besoins ; on a cru ainsi réaliser une stabilisation parfaite des prix. Il est douteux d'ailleurs que M. Fisher parvienne au résultat qu'il cherche. Si l'État, en percevant un droit de brassage assez élevé, diminue la quantité de monnaie qu'il donnait auparavant en échange d'un lingot, il devient faux monnayeur comme Philippe le Bel ; mais rien ne prouve qu'il y gagnera, car les particuliers prendront l'habitude de s'entendre pour faire des règlements en lingots, et la frappe de monnaie diminuera peu à peu.

M. Fernand FAURE fait observer que la discussion s'est jusqu'ici limitée à une seule partie de la communication de M. Lucien March. Quel que soit l'intérêt du débat actuel, il sort du domaine de la statistique proprement dite. M. F. Faure demande que la discussion des deux autres parties de cette communication, la « Statistical Organisation » de Babson et la création d'observatoires statistiques internationaux du mouvement des prix, soit mise à l'ordre du jour de la prochaine séance.

M. le PRÉSIDENT répond que telle est l'intention du bureau et ajoute qu'il espère pouvoir décider M. Babson, actuellement à Lausanne, à assister à cette séance.

M. LANDRY (2) constate que depuis 1896 les prix ont augmenté de 40 à 50 % ; si ce mouvement ascensionnel continue, on en arrivera à la grande révolution des prix du début du quinzième siècle. Cette hausse a modifié profondément les budgets particuliers et enflé démesurément les budgets d'État. Il signale l'intérêt qu'il y a à faire des observations minutieuses et précises sur les variations des prix. Il discute ensuite les effets de ces variations, et les moyens préconisés pour s'opposer à ces

(1) Voir page 132 les observations de M. Deschamps.

(2) Voir page 135 les observations de M. Landry.

dernières. La question des conséquences de la hausse ou de la baisse des prix est controversée, mais dès que ces phénomènes prennent des proportions aussi considérables que celles de la hausse qui se poursuit depuis 1896, ils constituent des facteurs de désorganisation économique et sociale.

Comme moyen d'enrayer la hausse des prix, on a préconisé le système de M. Fisher. Ce dernier moyen peut être critiqué à deux points de vue. D'abord la quantité de monnaie en circulation n'est pas le seul élément de détermination des prix : il y en a beaucoup d'autres, notamment la quantité des marchandises, la vitesse de la circulation métallique, la circulation fiduciaire, etc. En second lieu, son application, comme l'a démontré M. March, ne peut être faite à un pays isolé sans soulever des inconvénients très graves.

Si le système Fisher est discuté, tout le monde est d'accord sur la nécessité d'observer les variations des prix. Le bill déposé à la Chambre des représentants des États-Unis pour l'organisation de l'étude des prix va être voté incessamment. De son côté, la Chambre française a voté un crédit de 70.000 francs pour la création d'un institut d'observation des prix.

M. LANDRY termine en demandant à l'assemblée d'émettre un vœu en faveur de cette création.

M. le PRÉSIDENT remercie tous les orateurs qui ont pris part à la discussion et en particulier M. le député Landry qu'il espère revoir souvent à la Société.

Relativement à la date de la prochaine séance, divers membres ont fait remarquer que le troisième mercredi de mars précédait la fête de Pâques et qu'il pourrait être opportun de fixer la réunion au 12 mars. Le Secrétaire général est chargé d'examiner la question de la salle (1).

L'ordre du jour est ainsi fixé : Communication de M. BELLOM sur le *bilan de l'assurance sociale en Allemagne*. Communication de M. MOURRE sur la *prévisions des crises commerciales*.

La séance est levée à 23^h 30.

Le Secrétaire général,
Alfred BARRIOL.

Le Président,
Gaston CADOUX.

II

Annexes au Procès-verbal de la séance du 19 février 1913

Après l'impression de ma communication, j'ai transmis au professeur Irving Fisher une épreuve de la partie qui le concernait. On trouvera ci-après, traduite sous forme impersonnelle, la réponse que j'ai reçue et qui, naturellement, offre un grand intérêt.

Comme mon but a été d'exposer succinctement les principes du système de stabilisation et de suggérer des recherches statistiques, des vérifications, sur les points controversés, je m'abstiendrai de reprendre les réflexions que j'ai présentées dans mon exposé. J'ai indiqué, au moyen d'un exemple emprunté au professeur Fisher, l'une des formules qui permettrait l'application du système en ayant soin d'ajouter que les changements, supposés simples pour la commodité de l'exposé, seraient naturellement plus complexes.

On peut, en effet, imaginer une infinité de formules. Avec celle que j'ai signalée comme exemple, la hausse des prix, tout en étant réduite, pourrait être illimitée dans certains cas. Celle que signale le professeur Fisher dans le texte ci-après, ne permet pas à la hausse de dépasser une limite fixe qui dépend du taux de la réduction que les changements du poids d'or, exigé par la monnaie, imprimerait à l'index-number des prix.

LUCIEN MARCH.

(1) Aucune salle n'étant libre à l'Hôtel des Sociétés savantes, il a été décidé de maintenir la date de séance normale, soit le 19 mars, 3^e mercredi de mars.

OBSERVATIONS DE M. IRVING FISHER

Dans mon système, on ne propose pas d'accroître le poids du dollar d'or en proportion exacte du taux suivant lequel la hausse des prix va d'une période d'ajustement à la prochaine, mais on veut que l'accroissement de poids du dollar d'or soit, dans un trimestre quelconque, proportionnel à l'excès de l'*index-number* sur le pair au début du trimestre. La distinction est importante, je crains d'avoir provoqué la confusion des deux méthodes dans mon mémoire portant le titre *A compensated dollar*. D'après l'exposé auquel je réponds il semble que si, durant une certaine période de temps, la hausse des prix était de 50 %, le résultat de l'application du système serait nécessairement d'accroître le poids du dollar exactement de 50 % et l'on objecte alors naturellement que cet accroissement de poids peut n'être point suffisant pour prévenir la hausse des prix. Mais mon système n'ajouterait pas nécessairement 50 % au poids du dollar, quel que soit le pourcentage nécessaire pour prévenir la hausse de 50 % du niveau des prix.

Supposons par exemple le système établi aujourd'hui et le niveau actuel des prix représenté par 100. Supposons aussi que le taux d'accroissement du niveau des prix soit de 1 %.

On a objecté qu'un accroissement de poids du dollar de 1 % ne provoquerait pas nécessairement une hausse exactement égale à 1 % et que dès lors si, durant une série d'années, les prix ont haussé de 50 %, la hausse n'aurait point été empêchée par le système que j'ai proposé : on suppose en effet que ce système impliquerait nécessairement un accroissement de poids du dollar exactement égal à 50 %. Cette objection provient d'une méprise. Si j'ai suggéré, il est vrai, qu'un écart de 1 % à partir du pair serait le signal du changement de 1 % dans le poids du dollar, cela n'implique pas qu'une hausse des prix égale à 1 % par an exigerait que le poids du dollar fût accru chaque année de 1 % parce que cela n'implique pas qu'un changement de 1 % dans le poids du dollar détermine exactement un changement du niveau général des prix. Cela deviendra plus clair si nous prenons un exemple.

Supposons que les prix tendent à s'élever de 1 % à chaque trimestre et supposons de plus qu'un changement de 1 % du poids du dollar produise une hausse de 1/2 % dans le mouvement des prix. Il en résultera que l'application du système devra comporter un changement du poids du dollar égal à peu près à 2 % et non à 1 %. Si le niveau des prix au premier trimestre est représenté par 100 ; à la fin du second, l'indice prendra la valeur 101. L'indice étant au-dessus du pair, c'est le signal d'accroître le poids du dollar de 1 %. Or, d'après notre hypothèse, cette opération ne fait hausser les prix que de 1/2 % ; il en résulte qu'à la fin du trimestre suivant le niveau des prix sera 100,5, plus l'accroissement trimestriel supposé de 1 %, soit au total 101,5. On remarquera maintenant que le signal de l'élévation du poids du dollar n'est pas au point 1 %, mais au point 1,5 %, le poids du dollar étant accru de cette quantité, le niveau des prix étant ramené en arrière d'une quantité moitié, c'est-à-dire de 3/4 %, il en résultera à la fin du trimestre suivant un niveau des prix représenté par 100,75 ; plus la hausse ordinaire de 1 %, c'est-à-dire par 101,75 %.

Le signal se trouve maintenant à 1,75 % et l'application d'un tel accroissement

du poids du dollar amènera à la fin du trimestre suivant, et pour la même raison, l'*index-number* à la valeur $100 \frac{7}{8} \%$ et ainsi de suite, l'*index-number* étant toujours 100 plus une fraction mais n'atteignant jamais 102 tant que dans un trimestre la hausse ne dépasse pas 1 %.

Le résultat est encore plus évident si nous admettons que l'indice du niveau des prix prendrait la valeur 102 à un certain moment et que dans la suite il tendrait, sauf l'effet de la compensation par le système, à hausser de 1 % chaque trimestre. Puisque le niveau des prix se tient à 102 %, le signal indique qu'il faut accroître le poids du dollar non de 1 %, mais de 2 %. Par hypothèse, cela n'affecterait le niveau des prix que de moitié, c'est-à-dire de 1 %, en sorte qu'à la fin du trimestre suivant, ce niveau se tiendrait à 101 %, plus la hausse ordinaire de 1 %, soit à 102 % comme auparavant. Nous devrions donc maintenant accroître encore le poids du dollar de 2 % et ainsi de suite indéfiniment, le résultat étant de maintenir le niveau des prix à 102 %. Si, dans une série d'années, le niveau des prix s'était élevé de 50 % sans l'application du système, celui-ci aurait évidemment déterminé un accroissement du poids du dollar égal à 100 % et aurait maintenu le niveau réel des prix à 2 % au-dessus du pair; d'après cela, l'expression des deux hypothèses sur lesquelles le plan est fondé (1), n'est pas tout à fait correcte. On suppose seulement qu'un accroissement du poids du dollar tend à restreindre la hausse des prix. Il ne s'agit pas que l'effet soit proportionnel ou non.

Au sujet des salaires, j'admettrai difficilement que l'accroissement nominal des salaires soit en général avantageux pour les ouvriers. Au contraire, je pense que les ouvriers perdent le plus quand les prix montent, et que leur salaire augmente, à un plus faible degré. Je crois, d'ailleurs, qu'ils subissent encore un dommage quand les prix baissent, à cause du chômage. En fait, je n'imagine pas qu'une classe particulière ait grand bénéfice soit à la hausse, soit à la baisse des prix; ceux qui semblent en tirer avantage, subissent souvent quelque dommage indirect. Quand les prix montent, ceux qui font de grands profits perdent par les grèves et les troubles industriels, destruction de propriétés, etc. Bref, presque tout le monde est affecté par de grands changements du niveau des prix, soit en hausse, soit en baisse.

En second lieu, une entente internationale est la seule forme que je préconise pour l'application du système. J'accorde entièrement que si celui-ci n'était adopté que par une seule nation, il produirait de grands ravages (*great havoc*) dans le commerce international; bien que je croie le système encore avantageux, je pense que le dommage créé suffirait à provoquer de graves mécontentements et probablement à le faire abandonner. Pour cette raison, je ne le défends que moyennant un accord international.

Quant à la situation respective du pays qui aurait adopté le système stabilisateur et des autres pays, si je comprends bien la pensée de l'auteur auquel je réponds, le premier pays soutiendrait difficilement la concurrence parce que les autres auraient la supériorité que l'on accorde parfois aux nations dont la circulation est forte ou en progrès; de plus, il jouirait d'un avantage sur le marché international, parce que les entrepreneurs y disposeraient d'ouvriers dont les salaires n'auraient point augmenté autant que les prix, et qu'ils auraient une position plus avantageuse que leurs créanciers, puisque la somme à leur payer resterait constante.

(1) A la page 90 du numéro de janvier 1913.

Mais, n'est-ce point adopter le point de vue que l'homme réalise ses profits aux dépens d'autres membres de la communauté? Je crois qu'il faut considérer toutes les classes de la société et non pas seulement les classes engagées dans l'industrie. Certains économistes ont pris l'habitude de rapporter la prospérité d'une nation à celle de ses producteurs, entrepreneurs, capitalistes, etc., parce que cette prospérité est la plus évidente, tandis que le bien-être des porteurs d'obligations, des employés et des ouvriers n'est point aussi évident.

La prospérité dont on jouit quand les prix montent est simplement la prospérité de certaines personnes qui sont chefs ou entrepreneurs d'industrie aux dépens des autres. Cela crée l'illusion d'une prospérité générale parce qu'elle se manifeste par l'animation des affaires, tandis que la prospérité ou la détresse des porteurs d'obligations, des déposants de caisses d'épargne, des salariés, des rentiers, est invisible.

Quant aux crises, il me semble qu'elles seraient plus rares ou moins intenses avec le système proposé qu'à présent, en partie parce que les crises ont souvent leur origine bien des années avant les mouvements de prix qui, dès l'abord, ont peu ou point à faire avec le crédit, mais une fois déclanchés, stimulent l'inflation du crédit. Je croirai difficilement qu'une crise puisse se produire sans une hausse des prix due à quelque autre cause que le crédit.

De plus, même après que la cause imputable au crédit a rapidement agi, je pense qu'elle n'interviendrait pas aussi rapidement avec le système proposé qu'elle ne le fait à présent, par la raison que le système atténuerait la hausse des prix et ferait en conséquence disparaître la principale cause qui maintient l'augmentation des prix. A mon sens, l'enflure du crédit est stimulée par la hausse des prix qu'elle provoque. De cette façon, il y a un cercle vicieux et l'enflure se nourrit elle-même pour ainsi dire. Que l'accroissement des prix soit empêché ou réduit et le développement du crédit n'aura plus de stimulant.

Des centaines d'approbations m'ont été adressées, et j'ai vu avec plaisir que ceux qui ont le plus étudié mon plan, sont les plus enthousiastes en sa faveur. Il en est qui s'y sont maintenant entièrement ralliés, qui inclinaient d'abord à le condamner. J'ai vu avec plaisir que sir David Barbour qui, avec d'autres, introduisit le système de circulation de l'Inde il y a vingt ans, est favorable au mien; M. Farwell; de Chicago, président de la ligue nationale pour la réforme du système bancaire, est également favorable; de même, M. Paul Warburg, l'esprit probablement le plus fin parmi les banquiers de Wall-Street, qui a pris une large part au projet actuellement soumis au congrès en vue de la réforme de notre circulation et de notre système bancaire, est entièrement d'accord, pourvu que le système soit international, et pas simplement local.

D'autres banquiers importants, ici et au dehors, sont également favorables. Le baron Sakatani, ex-ministre des Finances du Japon, m'écrit qu'il a prié les économistes de Tokio d'examiner le projet, et que ceux-ci doivent se réunir encore à cet effet. Ils croient le système un peu compliqué, mais ils reconnaissent son intérêt et ils vont rechercher la possibilité de l'adapter aux besoins du Japon et des autres nations.

J'ai appris avec plaisir que le bill relatif à la conférence internationale est en bonne voie. Peut-être passera-t-il avant le 4 mars, sinon toute la préparation devra être reprise pour une nouvelle présentation en décembre, ce qui serait fâcheux.

IRVING FISHER.

COMMUNICATION DE M. EDMOND THÉRY SUR L'OR ET LA HAUSSE DES PRIX

Notre savant collègue M. Lucien March nous a présenté, avec sa maîtrise habituelle, une très intéressante description d'un observatoire économique, la *Babson Statistical Organisation*, qu'il a récemment visité aux États-Unis, et nous a donné une idée très précise des services que cette institution privée rend à ses abonnés en les renseignant sur les mouvements des prix et sur les tendances générales des marchés.

Partant de ce principe que l'état économique des marchés et les variations de prix peuvent être ainsi soigneusement observés, M. Lucien March, constatant, d'autre part, que le prix général des choses s'est considérablement élevé depuis une quinzaine d'années, s'est demandé s'il n'existerait pas un moyen pratique d'arrêter cette hausse qui, pense-t-il, « jette un trouble profond dans les rapports économiques », et il croit que ce moyen est celui dont le professeur américain Irving Fisher a établi les bases dans son livre *The purchasing power of money* (*Le Pouvoir d'achat de la Monnaie*).

Le professeur Irving Fisher admet tout d'abord que la hausse générale des prix survenue depuis quinze ans est d'origine monétaire. En effet, si la monnaie est à la fois la commune mesure de la valeur des choses et l'équivalence de cette valeur, le prix des choses est en raison directe de la masse monétaire, ou encore la valeur de la masse monétaire est en raison directe de la quantité des choses qu'elle est chargée de représenter et de transporter.

Il résulte de cette double définition que :

1° Si la masse monétaire reste la même et si la quantité des choses augmente : le prix de ces choses diminue ;

2° Si la quantité des choses reste la même et si la masse monétaire augmente : le prix des choses augmente ;

3° Si la masse monétaire diminue et si la quantité des choses reste stationnaire : le prix des choses diminue ;

4° Si la quantité des choses diminue et si la masse monétaire reste stationnaire : le prix des choses augmente ;

5° Enfin, si la masse monétaire et la quantité des choses restent l'une et l'autre stationnaires, ou augmentent dans la même proportion : le prix de ces choses reste stationnaire.

C'est cette dernière proposition que le professeur Irving Fisher croit pouvoir réaliser en réglementant la frappe libre de l'or aujourd'hui en usage dans tous les grands pays commerçants du monde, c'est-à-dire en imposant aux particuliers qui veulent convertir des lingots d'or en monnaie *legal-tender*, un droit de frappe ou de brassage proportionnel à la hausse constatée sur le prix des choses, de manière à restreindre la fabrication des monnaies d'or et, par voie de conséquence, à réduire le prix général des choses.

A mon sens, le projet Irving Fisher soulève plusieurs graves critiques.

Pour être efficace, il faudrait qu'il fût adopté à la fois par tous les grands pays commerçants : Angleterre, Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, États-Unis, France, Italie, Japon, Russie, etc. ; or, il est peu probable que tous ces pays veuil-

lent abandonner le régime de la frappe libre de l'or, qui est considéré partout comme un progrès économique et social par rapport à l'ancien régime régalien de la frappe monétaire réservée aux caprices du prince, car cette frappe libre est actuellement la base du crédit intérieur et extérieur de ces diverses nations.

L'auteur soutient (1) qu'un pays isolé pourrait l'appliquer avec profit, par exemple les États-Unis de l'Amérique du Nord : mais il ne nous explique pas ce qu'il adviendrait de la monnaie d'or circulant actuellement sur le territoire américain, le jour où le Gouvernement des États-Unis aurait imposé un droit de 10 % sur les nouvelles frappes d'or.

Ce droit arrêterait brusquement toute frappe d'or aux États-Unis et relèverait les changes américains sur l'Europe de 10 %, puisque, pour payer une même somme aux États-Unis, il faudrait donner en livres sterling, en napoléons d'or ou en reichsmarks, 10 % de plus que par le passé. La monnaie d'or américaine en circulation au moment de l'établissement du droit s'apprécierait donc de 10 % à l'intérieur du territoire des États-Unis, par rapport aux lingots d'or ou aux monnaies étrangères : celles-ci perdraient, par suite, une proportion équivalente de leur puissance d'achat en territoire américain, car les prix intérieurs ne s'harmoniseraient pas immédiatement avec le volume de la monnaie en circulation, et le commerce d'exportation indigène, loin de retirer de la mesure le profit que l'auteur du projet semble supposer, se trouverait au contraire gravement affecté par la hausse du change qui en serait la conséquence immédiate.

C'est le phénomène inverse qui s'est produit en République Argentine et au Brésil par exemple, où la dépréciation de la monnaie nationale par rapport à l'or, a dressé une barrière à l'importation des marchandises étrangères et a au contraire favorisé l'exportation des produits indigènes.

Enfin, la modification du droit de frappe entraînerait des perturbations incessantes sur le marché des changes extérieurs, surtout si cette modification se produisait tous les trimestres, comme le système le comporte. On peut affirmer que le remède serait alors pire que le mal, car, sous prétexte de stabiliser le prix des choses à l'intérieur, il créerait une instabilité permanente entre ces prix et ceux des marchés étrangers.

Mais ceci n'est qu'une critique de détail : la principale que j'adresserai au système Fisher c'est qu'il cherche à enrayer la hausse du prix des marchandises en provoquant la baisse de la puissance d'achat de la monnaie, parce qu'il considère, sans doute, ce phénomène économique comme nuisible aux intérêts de l'humanité pris dans leur ensemble. C'est la grande question qu'il faut examiner avant de pousser plus loin l'étude du système.

* * *

Depuis le 6 septembre 1873, date à laquelle la frappe libre de l'argent fut limitée en France, et depuis la fin de 1878, époque où cessa complètement la frappe des écus dans les pays de l'Union latine (France, Belgique, Grèce, Italie et Suisse), l'or est devenu l'unique instrument libérateur, soit à l'intérieur des grands États du monde civilisé, soit, surtout, pour le règlement des transactions que ces divers pays font entre eux.

(1) Voir la note de M. Irving Fisher qui paraît en contradiction avec cette affirmation (*Note de la Rédaction*).

Un kilo d'or a partout la même valeur monétaire, qu'il prenne la forme de 3.444'44, de 136,56 livres sterling, de 2.790 marks, de 664,62 dollars, ou de 1.292 roubles, etc... Dans les pays à circulation monétaire saine, l'or n'a pas de marché, car le détenteur d'un lingot d'or se garderait bien d'y vendre son métal au-dessous de la valeur que la monnaie lui donnerait par la frappe libre et illimitée ; et personne, d'autre part, ne voudrait acheter ledit lingot d'or au-dessus de cette valeur, puisque la circulation lui fournirait le même métal au pair.

Les variations au-dessus ou au-dessous du pair, limitées par la frappe libre, y sont nécessairement insignifiantes, et elles restent dans tous les cas, étrangères à l'action gouvernementale. Enfin, grâce à cette frappe libre et illimitée, le nouveau métal sorti des mines se transforme en monnaie libératoire et acquiert, dans le pays dont il prend l'effigie, la même puissance libératoire que celle de la monnaie déjà frappée.

Ce nouveau numéraire vient ainsi disputer au stock monétaire accumulé dans ces grandes nations les bénéfices que ce stock procure à ses détenteurs.

Pour produire des revenus, ce numéraire nouveau doit s'utiliser sous forme de créations productives, de prêts ou d'acquisitions de choses productives, et, dans ces deux derniers cas, le numéraire ancien, dont il prend la place, est obligé à son tour de se remettre en mouvement pour aller s'employer ailleurs.

Il en résulte une concurrence de capitaux à capitaux (qui amoindrit évidemment la puissance du capital par rapport au travail, puisque les divers facteurs du travail ne s'accroissent pas dans la même proportion que le numéraire) et une activité économique toujours grandissante qui amène évidemment une hausse progressive du prix général des choses ; mais en vertu de la grande loi de l'offre et de la demande, c'est nécessairement le travail qui profite le premier de cette hausse, parce que le capital disponible se trouve dans l'obligation, pour ses créations nouvelles, de solliciter ses services.

C'est le phénomène contraire qui se produirait, fatalement, avec une diminution plus ou moins rapide du stock monétaire universel.

Les détenteurs du numéraire existant, n'ayant pas à subir la concurrence d'un numéraire nouveau, seraient de plus en plus exigeants, et ce sont précisément ceux qui travaillent pour vivre qui subiraient les premières atteintes de la contraction monétaire.

* * *

J'ai, sur ce côté particulier du problème monétaire, une précieuse opinion. Après avoir lu ma *Crise des Changes* (1894), M. Léon Say m'écrivit qu'il n'était pas d'accord avec moi sur la solution que j'indiquais (le Bimétallisme international), mais qu'il estimait parfaitement « *que pour l'humanité, une Monnaie dont la puissance d'achat diminuerait lentement et progressivement, serait de beaucoup préférable à une Monnaie dont la puissance d'achat suivrait une marche inverse* ».

C'est également l'avis des ouvriers anglais ayant étudié à fond le problème monétaire, et il nous paraît utile de rappeler ici les déclarations faites à la Conférence bimétallique anglaise de 1894, par M. James Mawdsley, secrétaire des ouvriers de l'Union textile, et membre du Comité parlementaire des *Trade's Unions Congress* :

« Personne, je pense, ne nierait, disait M. Mawdsley, cette large proposition,

« savoir : qu'une circulation raréfiée, qui produit une dépréciation des prix, est
« mauvaise pour ceux qui sont engagés dans l'industrie et paralyse les entreprises
« industrielles. Si quelque personne en doutait, je lui demanderais d'étudier les
« leçons de l'histoire ; elle verrait alors que, dans un sens large, à des périodes
« tranchées, la prospérité industrielle a marché de pair avec une circulation abon-
« dante ou expansive, et inversement. »

En effet, avant 1493, date de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, il n'existait presque plus de métaux précieux en Europe. Michel Chevalier estimait que de la masse d'or et d'argent circulant dans l'Empire romain, il ne restait alors qu'un milliard de francs à peine : 300 millions d'or et 700 millions d'argent.

Fernand Cortez entra à Mexico en 1519 et Pizarre s'empara du Pérou en 1527 ; à partir de cette époque l'or et l'argent affluèrent vers l'ancien continent et tous les économistes s'accordent à reconnaître que ce grand événement amena une complète renaissance des États de l'Europe septentrionale, renaissance dont la France retira le plus grand profit matériel et moral.

Cette révolution est admirablement décrite dans le remarquable ouvrage de M. Émile Levasseur (*La Question de l'Or*, chez Guillaumin, 1848). « L'Europe, dit-il, reçut une quantité d'argent énorme, comparée à celle qui se trouvait auparavant en circulation. Toutes les classes de la société commencèrent alors à ressentir vivement les effets de l'abondance et de l'avalissement de l'argent. Le commerce, excité par ce stimulant, fut plus actif, l'industrie prospéra aussi et la richesse nationale s'accrut ; mais il y eut aussi de grandes misères. Dès le règne de Charles IX, le peuple commença à murmurer, les écrits se multiplièrent et les rois, dans leurs ordonnances, se plaignent fréquemment du *prix excessif à quoy sont venues toutes choses*. »

M. Levasseur donne ce renseignement curieux qu'en 1510, cinq ans avant l'avènement de François I^{er}, la valeur d'un hectolitre de blé à Paris se paya en moyenne 5^{sr} 26 d'argent fin, c'est-à-dire 1' 17 de notre monnaie, et que pendant la période décennale 1540-1549, au cours de laquelle François I^{er} mourut (1547), le prix moyen du même hectolitre de blé s'éleva à 35^{sr} 63 ou 7' 92. Il atteignit ensuite 70^{sr} 59 ou 15' 68 pour la période trentenaire 1560 à 1589 et 96^{sr} 56 ou 21' 46 pour la première période trentenaire du dix-septième siècle : 1600 à 1629.

La hausse ne fut pas spéciale au blé ; elle se produisit à des degrés divers sur toutes les denrées alimentaires, ainsi que sur les salaires, et sur toutes les choses qui constituaient l'existence de l'époque ; et ce phénomène économique, uniquement provoqué, il ne faut pas l'oublier, par l'abaissement de la puissance d'achat des espèces métalliques — devenues brusquement trop abondantes pour les besoins du moment — eut les conséquences les plus heureuses pour notre pays.

En examinant attentivement la date des grandes inventions et des réformes qui caractérisent la Renaissance, on remarque en effet que c'est en France que presque tous les progrès furent d'abord réalisés : c'est ce qui l'enrichit et lui assura le premier rang dans les États de l'Europe vers la fin du seizième siècle.

On peut encore affirmer que la grande prospérité constatée en Europe et en Amérique entre 1850 et 1860 fut surtout provoquée par la découverte des mines d'or de la Californie et de l'Australie.

Entre 1831 et 1840, la production aurifère mondiale fut de 700 millions de francs pour la période entière, soit de 70 millions comme moyenne annuelle. Entre 1841

et 1850, la production aurifère mondiale, influencée par les premiers envois de la Californie, s'éleva à 1 milliard 886 millions de francs, c'est-à-dire 188.600.000 francs de moyenne annuelle. Entre 1851 et 1860, elle atteignit brusquement 6 milliards 913 millions de francs pour la production d'ensemble et 691.300.000 francs pour la production moyenne annuelle.

C'est pendant cette période que Michel Chevalier, effrayé de l'invasion de l'or américain et australien, proposa de démonétiser l'or. Il ne fut heureusement pas écouté et, malgré la hausse générale des prix que l'afflux du nouveau numéraire provoqua dans toute l'Europe, les intérêts économiques de la France, pris dans leur ensemble, bénéficièrent dans une très large mesure de l'activité industrielle et commerciale qui en résulta.

*
* *

Au contraire, l'histoire enregistre une baisse générale des prix allant de 1876 à 1896, et cette période, de date encore récente, coïncide avec une dépréciation économique dont toutes les nations européennes ont souffert, ce qui a remis le protectionnisme à l'ordre du jour. Quelle est l'origine de cette baisse générale ? la disqualification de l'argent comme monnaie internationale.

Je ne discuterai ici ni les causes ni les conséquences de cette mesure extraordinaire qui a pour point de départ la réforme monétaire allemande du 4 décembre 1871, mais je rappellerai qu'au moment où elle devint effective et générale, en 1876, le monde disposait d'environ 30 milliards de francs d'espèces métalliques divisées à peu près par moitié, en monnaies d'or et en monnaies d'argent.

L'effet de la disqualification de l'argent, c'est-à-dire de la raréfaction monétaire qui en fut la conséquence, se fit immédiatement sentir sur le prix général des choses : on peut le vérifier en consultant les *index numbers* de Sauerbeck : la moyenne annuelle de la production de l'or, qui avait déjà fléchi à 691 millions de francs de 1851 à 1860, à 654 millions de 1861 à 1870, s'abaisse ensuite à 599 millions pour la période 1871-1875, à 572 millions pour la période 1881-1885 et à 529 millions pour la période 1886-1890.

Les mines d'or donnaient moins que par le passé ; et, au lieu d'avoir à sa disposition 30 milliards de numéraire libérateur — 15 milliards d'argent et 15 milliards d'or — brusquement le monde commercial et financier n'eût, pour effectuer ses transactions, que la moitié du numéraire que l'humanité avait mis tant de siècles à se constituer.

On s'explique donc aisément les embarras de toute nature que les pays débiteurs subirent, surtout à partir de 1885, pour se procurer le numéraire libérateur, — c'est-à-dire l'or en barre ou en monnaies — qu'ils devaient désormais payer à leurs créanciers.

C'est d'ailleurs entre 1890 et 1895 que la République Argentine, le Brésil, le Portugal, l'Autriche-Hongrie et la Russie, pour ne citer que ces pays, traversèrent leur grande crise monétaire et de crédit

La découverte des mines d'or de l'Afrique du Sud et les perfectionnements apportés dans le traitement du minerai aurifère ont fort heureusement réparé les effets déprimants de la disqualification de l'argent comme numéraire international et, à partir de l'année 1895, la production universelle de l'or ayant atteint et dépassé, grâce au Transvaal, un milliard de francs, la courbe du prix général des

choses remonta sans arrêt jusqu'à la période actuelle, ainsi d'ailleurs que la production aurifère elle-même.

Production universelle de l'or de 1493 à nos jours (en millions de francs)

Periodes	Nombre d'années	Production totale par période	Production moyenne annuelle
1493-1800	307	12.286	40
1801-1850	50	4.082	82
1851-1885	20	13.463	673
1871-1885	15	8.491	562
1493-1885	392	38.322	98
1886-1890	5	2.925	585
1891-1895	5	4.222	844
1896-1900	5	6.667	1.333
1901-1905	5	8.360	1.672
1906-1910	5	11.285	2.257
1911-1912	2	4.936	2.468
1886-1912	27	38.395	1.422
Total général	419	76.717	183

Le tableau ci-dessus est significatif, car il prouve qu'entre 1493 et 1885, c'est-à-dire pendant une période de 392 ans, les mines d'or du monde entier ont produit 38 milliards 322 millions de francs d'or, alors que pendant les vingt-sept dernières années (1886 à 1912) la même production aurifère universelle a atteint 38 milliards 395 millions de francs. La moyenne annuelle de cette dernière période s'est élevée à 1 422 millions de francs, contre 627 millions pour la période 1851-1885, 82 millions pour la période 1801-1850 et seulement 40 millions pour la période 1493-1800.

*
* *

J'avais calculé, en m'appuyant sur les statistiques de la monnaie américaine et sur divers autres éléments, qu'à la fin de 1908 le stock universel des monnaies d'or en circulation ou servant à gager des billets de banque ou du papier-monnaie, s'élevait à un peu plus de 35 milliards de francs. D'après mes calculs, ce stock s'était accru d'environ 12 milliards depuis 1898, cette augmentation représentant à peu près les deux tiers de la production aurifère universelle. En supposant que le monnayage ait absorbé la même proportion du nouveau métal jaune extrait des mines du 1^{er} janvier 1909 au 31 décembre 1912 (9 milliards 600 millions de francs), soit 6 milliards et demi de francs environ, le stock universel des monnaies d'or circulant dans le public, ou servant de gage à la circulation fiduciaire des divers pays du monde, doit s'établir entre 40 et 42 milliards de francs au commencement de 1913.

C'est évidemment 10 ou 12 milliards de numéraire international de plus qu'avant la disqualification monétaire de l'argent. Mais est-ce vraiment trop pour les nouveaux besoins qui se sont créés dans l'univers pendant ces quarante dernières années? Pour ma part, je ne le pense pas, car je crois, au contraire, que le numéraire d'or existant actuellement dans tous les pays civilisés est manifestement insuffisant pour tous les services qu'on lui demande de rendre.

Nous savons tous ici que, dans un État dont le régime commercial et bancaire est bien organisé, on parvient, par des compensations et des applications successives, à réduire dans des proportions extraordinaires l'emploi des espèces métalliques.

« On a par là, disait déjà Michel Chevalier en 1855, dans son article sur la Monnaie (*Dictionnaire d'Économie politique*), un des aspects sous lesquels se peut le mieux mesurer l'étendue des services que le *crédit* rend à la société, et on s'explique comment des faiseurs de projets et des écrivains peu réfléchis ont attribué au *crédit* une puissance sans pareille, et lui ont demandé tout, même l'impossible.

« Tous ces titres et ces instruments de *crédit* sont des substituts de la *Monnaie*; mais aucun d'eux n'est de la *Monnaie*, et l'on ne saurait, sans les plus grands inconvénients, tenter de les y assimiler complètement. Ce serait une méprise de la même force que si l'on confondait un portrait avec l'original, l'ombre avec la substance. »

D'après Michel Chevalier, l'ombre se trouvait représentée par les billets de banque; les chèques, les lettres de change; c'est-à-dire toutes les formes que le crédit peut revêtir; la substance, c'était tout simplement le numéraire métallique servant de base à toutes les transactions et de gage à la liquidation de toutes les opérations de crédit.

Or, ce qui était vrai en 1855 l'est encore plus aujourd'hui, parce que les valeurs mobilières, dont le nombre était infinitésimal il y a une soixantaine d'années, ont pris de nos jours une place prépondérante dans la fortune publique et que ces valeurs mobilières, pour conserver une certaine stabilité de cours, ont besoin d'une circulation monétaire très abondante.

En effet, tout porteur d'un titre de rentes françaises de 3.000 francs s' imagine qu'il a l'équivalence de 90.000 francs de numéraire, si la rente cote à la Bourse 90 francs pour 3 francs de rentes, puisqu'il sait qu'en vendant son titre à ce prix-là par l'intermédiaire d'un agent de change, ou d'une bonne société de crédit, il en retirera, dans les vingt-quatre ou les quarante-huit heures, cette somme-là, en numéraire, moins quelques légers frais de négociations.

On peut affirmer que les porteurs de valeurs mobilières tiennent le même raisonnement, car la qualité principale de la valeur mobilière c'est d'être immédiatement convertible en numéraire.

Nous estimons, avons-nous dit, qu'il existe actuellement 40 ou 42 milliards de numéraire d'or de par le monde et une somme au moins égale de billets de banque et de papier-monnaie : 24 milliards en Europe, 13 milliards dans l'Amérique du Nord et au Canada, 4 milliards dans l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud (non compris le papier-monnaie sans valeur de la Colombie) et 1 milliard 500 millions au Japon, en Australie et en Égypte. Sur ces 42 milliards 500 millions de circulation fiduciaire (billets de banque ou papier-monnaie), 17 milliards sont gagés par de l'or, 5 milliards par des monnaies d'argent et 20 milliards environ n'ont aucune couverture métallique.

Mais nous savons aussi qu'il existe dans l'univers entier pour plus de 1.000 milliards de valeurs mobilières proprement dites et qu'à la moindre alerte une certaine partie des porteurs de ces valeurs mobilières en réclament la conversion en numéraire, provoquant ainsi ces tempêtes de Bourse dont notre éminent confrère Alfred Neymarck vient précisément de nous démontrer la fâcheuse fréquence.

Ces tempêtes de Bourse, qui sont toujours accompagnées de demandes de rem-

boursement des billets de banque, même dans les pays les plus riches, tirent leur gravité de la trop grande rareté du numéraire métallique par rapport aux valeurs et aux divers attributs de crédit que ce numéraire est chargé de convertir.

* * *

En temps ordinaire, le numéraire métallique est toujours suffisant, car ceux qui le reçoivent en paiement d'une dette, d'une vente de valeurs mobilières, ou par toute autre opération, s'empressent de le remettre en circulation. Mais en temps de crise, alors que tout le monde cherche à réaliser des valeurs mobilières pour obtenir du numéraire, celui qui le reçoit ferme la main et la circulation se raréfie avec une rapidité stupéfiante.

A ce point de vue encore, ce serait donc faire de la mauvaise politique économique que chercher, par la suppression de la frappe libre de l'or, ou par des entraves mises à cette frappe, à réduire l'accroissement du stock du numéraire métallique, sous prétexte que cet accroissement accélère trop rapidement la hausse générale du prix des choses.

J'espère donc que l'on évitera au monde civilisé ce nouveau pavé de l'ours, et que l'on ne recommencera pas contre l'or le mauvais coup que les Allemands, sans le vouloir d'ailleurs, ont porté à l'argent en 1871.

« Gardons-nous de dire du mal de l'or, a dit Michelet dans le 4^e volume de sa belle *Histoire de France*. Comparé à la propriété féodale, à la terre, l'or est une forme supérieure de la richesse. Petite chose mobile, échangeable, divisible, facile à manier, facile à cacher, c'est la richesse subtilisée déjà ; j'allais dire spiritualisée. Tant que la richesse fut immobile, l'homme rattaché par elle à la terre et comme enraciné n'avait guère plus de locomotion que la glèbe sur laquelle il rampait. Le propriétaire était une dépendance du sol ; la terre emportait l'homme. Aujourd'hui, c'est tout le contraire ; il enlève la terre, concentrée et résumée par l'or. »

Et un peu plus loin notre grand historien ajoute : « Chacune des grandes révolutions du monde est aussi l'époque des grandes apparitions de l'or. Les Phocéens le font sortir de Delphes ; Alexandre, de Persépolis ; Rome le tire des mains du dernier successeur d'Alexandre ; Cortez l'enlève de l'Amérique. Chacun de ces moments est marqué par un changement subit, non seulement dans les prix des denrées, mais aussi dans les idées et dans les mœurs. »

Porter la main sur la frappe libre de l'or, comme le professeur Irving Fisher propose de le faire, serait porter une atteinte peut-être irrémédiable au principe de la monnaie métallique.

Je sais bien que certains utopistes soutiennent que le perfectionnement des moyens de paiement dont on dispose aujourd'hui rend la monnaie métallique à peu près inutile. Il n'en est pas moins vrai que la monnaie, cette équivalence, cette commune mesure de la valeur des choses, doit rester métallique, c'est-à-dire inaltérable, d'une conservation facile, d'un transport commode, et surtout demeurer par sa nature indépendante du crédit de l'État qui en a certifié le poids et la qualité ; c'est grâce à ces diverses conditions qu'elle peut servir, en toutes circonstances, aux transactions internationales.

En effet, les abus d'émission de papier-monnaie ou de circulation fiduciaire, dont certaines nations nous donnent l'exemple, indiquent suffisamment les

effroyables complications de changes et les incessantes perturbations économiques auxquelles le monde serait soumis, si le commerce international devait nécessairement se balancer en lettres de change, billets de banque ou papier-monnaie, n'ayant d'autre garantie extérieure que la signature (c'est-à-dire le crédit) des particuliers, des Banques ou des États émetteurs.

M. Lucien March, qui est très bienveillant pour le système du professeur Irving Fisher, ne partage cependant pas les illusions de l'auteur.

Il dit en effet que le principal argument, à son avis, « à l'encontre du projet, est qu'il n'apporterait pas d'amélioration suffisante aux conditions d'existence de la population. Celle-ci souffre en effet davantage des oscillations à courte période, que des mouvements à longue période des prix. Elle s'accommode mal — et non sans à-coups — aux premières; il lui est plus facile de s'accommoder aux secondes. »

Il ajoute avec raison que les cycles économiques à courte période ne sont point sous la dépendance de la circulation monétaire. Mais je ne crois pas, avec lui, que « dans un mouvement de hausse de prix à longue période, les taux de salaires demeurent longtemps en arrière, peut-être pendant la majeure partie d'une vie de travail ». Ceci était sans doute vrai avant la Révolution..., mais notre distingué confrère sait mieux que moi qu'à l'époque où nous vivons les salariés savent parfaitement défendre leurs intérêts, et que la hausse générale des prix, à laquelle nous assistons depuis une quinzaine d'années, a eu, comme conséquence dans presque toutes les directions, une hausse au moins correspondante à celle du taux des salaires.

*
* *

Le professeur Irving Fisher ne s'en est pas tenu à son système monétaire. « En vue d'organiser l'étude méthodique des systèmes de stabilisation, dit M. Lucien March, il a eu l'idée d'une commission internationale chargée de l'observation des prix et de l'étude des facteurs qui les gouvernent. »

Ceci est une autre question. Cette commission travaillant avec des documents précis et contrôlés que les gouvernements adhérents s'empresseraient de mettre à sa disposition, pourrait sans doute faire la lumière sur une foule de faits d'ensemble qu'un économiste isolé ne peut étudier qu'imparfaitement. Elle aurait certainement une réelle utilité pratique, surtout si elle s'appuyait sur les travaux d'offices publics nationaux, plus ou moins semblables à la *Babson Statistical Organisation*, à créer dans chaque pays adhérent, et dont elle centraliserait et coordonnerait les études particulières.

Sur ces deux questions je suis entièrement d'accord avec M. Lucien March et je souhaite avec lui qu'elles soient favorablement résolues par le Gouvernement français.

Edmond THÉRY,
Directeur de l'*Economiste Européen*.

*
* *

OBSERVATIONS DE M. G. ROULLEAU

Toutes les fois qu'on choisit une unité de mesure, pour quelque nature de grandeur que ce soit, on admet implicitement que cette unité reste identique à elle-même à travers le temps. Cette identité ne peut être constatée par l'expérience. On ne peut en effet s'assurer de l'égalité de deux longueurs qu'en les superposant, de l'égalité de deux forces qu'en les opposant l'une à l'autre, et cette superposition, cette opposition ne sont possibles que si ces deux longueurs ou ces deux forces existent simultanément. Il n'en va pas autrement pour la mesure des prix : on ne peut s'assurer de l'égalité de valeur de deux objets qu'en constatant la possibilité d'échanger l'un contre l'autre, et la conclusion d'un échange est une opération instantanée qui porte toujours sur des objets dont l'existence actuelle peut être constatée (dans les marchés à terme eux-mêmes, ce n'est pas une marchandise peut-être encore à créer que l'on achète, mais la promesse de livrer cette marchandise, promesse qui seule existe actuellement, et dont la valeur seule entre en jeu dans l'opération). On ne peut donc comparer directement la valeur d'objets qui ne sont pas simultanément présents, et quand on admet qu'un kilogramme d'or a toujours la même valeur, ce n'est que par un postulat analogue à celui qui nous a fait supposer, sans contrôle direct possible, que le mètre des Archives nationales a toujours la même longueur. Ce postulat implicite est d'ailleurs indispensable, puisque sans lui il serait impossible de se livrer à aucune étude de la variation des grandeurs à travers le temps. Cette hypothèse tacite de l'invariabilité de l'unité de valeur d'échange est admise beaucoup plus facilement par notre esprit si elle s'applique à des matières, telles que les métaux précieux, dont l'aspect et les propriétés restent constants malgré les actions extérieures qui peuvent s'exercer sur elles, et elle trouve en quelque sorte un point d'appui dans cette constance. Rien n'interdit, cependant, en théorie pure, de l'appliquer, comme le fait M. Fisher, à l'ensemble des marchandises ; on s'avance ainsi d'un pas dans la voie de l'abstraction.

Mais la conception du professeur américain, si elle ne soulève pas de graves objections au point de vue de la théorie de la mesure, est inacceptable au point de vue pratique, bien plus important en matière monétaire. Si on l'appliquait à un pays unique, elle aboutirait au dérèglement du change, dont le pair varierait à chaque variation de valeur de l'or en lingots, et cette seule éventualité doit suffire à la faire condamner dans ce cas.

Même en supposant réalisée une entente internationale aboutissant à l'adoption quasi universelle de l'étalon-marchandises préconisé, M. Roulleau montre que les États, en n'achetant plus l'or qu'au rabais, décourageraient la production du métal et que, d'autre part, par le fonctionnement du système, ils accumuleraient par devers eux des stocks aussi improductifs que si l'or était rentré dans la mine. On arriverait rapidement à soustraire plusieurs milliards à la circulation générale. A supposer d'ailleurs qu'on eût ainsi stabilisé les prix, comme le prétend M. Fisher en s'appuyant sur une conception beaucoup trop rigide de la relation entre la quantité de monnaie et les prix, il en serait résulté une diminution de la masse des richesses dans le monde, et, d'autre part, certains gouvernements, ayant à leur dis-

position cet or improductif, eussent pu être tentés d'en abuser et de se lancer dans de dangereuses aventures financières.

La stabilité des prix n'est obtenue que d'une façon relative dans le projet de M. Fisher, parce que l'auteur a voulu obvier à un des inconvénients les plus graves de sa conception et s'opposer à la spéculation sur l'or qui s'exercerait au moment des changements de valeur de l'or en lingots et mettrait en présence et en lutte les États d'une part, et, de l'autre, les producteurs d'or peu nombreux et facilement groupés en syndicats puissants. Les variations trimestrielles de valeur de l'or ne pourraient, dans son projet, atteindre plus de 1 %, chiffre auquel il fixe le droit de brassage et qui dépasse de beaucoup ceux qui sont pratiqués actuellement. Il est toujours dangereux d'inviter les États à se procurer des bénéfices de ce genre, et la tentation de les exagérer serait d'autant plus forte qu'on pourrait prétendre ainsi se conformer de plus près à l'idée maîtresse du système.

Rien ne prouve d'ailleurs que les mesures préconisées par M. Fisher suffiraient à enrayer la hausse des prix, mais, en admettant qu'il en soit ainsi, pourquoi organiser uniquement la lutte contre la hausse et non pas contre une baisse éventuelle ? Le système proposé ne peut rien contre la baisse, parce que le Gouvernement serait obligé de donner dans ce cas plus d'or qu'il n'en recevrait et que, ne pouvant matériellement le faire, il serait conduit, pour augmenter la quantité de monnaie et relever par là les prix suivant la doctrine quantitative, à émettre du papier monnaie, procédé devant lequel M. Fisher a reculé avec raison. Cependant la baisse qui lèse les producteurs présente des inconvénients analogues à ceux de la hausse dont souffrent les consommateurs, et il y aurait quelque injustice à empêcher les prix de monter sans les empêcher de descendre. Ce serait édicter une sorte de loi du maximum contre laquelle on ne saurait trop s'élever. L'intervention de l'État qui est un élément essentiel du projet du professeur américain n'aboutirait, une fois de plus, qu'à fausser le mécanisme de la vie économique pour obtenir un résultat assez hypothétique.

G. ROULLEAU.

* * *

4°

OBSERVATIONS DE M. AUG. DESCHAMPS

PROFESSEUR D'ÉCONOMIE POLITIQUE A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS
ET AU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

Après l'exposé si objectif et les explications si claires de M. L. March, il semble que le projet de M. Irving Fisher ne peut manquer de rappeler les idées de certains économistes défenseurs de la monnaie de papier. Même, la première pensée qui m'est venue en entendant M. March a été celle-ci : puisqu'il s'agit d'empêcher la monnaie frappée de se comporter dans sa valeur comme la marchandise dont elle est formée, pourquoi ne pas proposer tout simplement d'abandonner la monnaie métallique pour adopter une monnaie de papier proprement dite (c'est-à-dire sans base métallique) ?

La proposition, il est vrai, manquerait de nouveauté.

On a en effet soutenu, — et peut-être cette opinion, séduisante en théorie, a-t-elle

encore des partisans, — qu'une monnaie de papier, sagement réglée, constituerait un étalon des valeurs (toutes réserves faites sur la convenance de cette expression facile) beaucoup plus stable que la monnaie métallique à frappe libre, puisque sa valeur intrinsèque (encore une expression dont je m'excuse) ne tiendrait qu'à sa fonction monétaire sans relever en rien de celle de la matière dont elle est faite, et, qu'en conséquence, l'État la stabiliserait aisément en mesurant l'émission et le retrait du papier aux exigences variables du service des échanges, maintenant aussi invariable que possible le rapport entre la quantité du besoin de monnaie et la quantité de la monnaie.

On réaliserait par là ce rêve, — cauchemar, il est vrai, pour les inflationnistes, — d'un instrument d'évaluation qui ne serait jamais responsable de la hausse ou de la baisse des prix, d'un intermédiaire loyal qui ne trahirait jamais ceux qui s'en servent et ne serait pour personne cause de gain ou de perte. Les prix seraient stabilisés dans toute la mesure souhaitable, c'est-à-dire dans la mesure où leurs mouvements sont dus à des variations du rapport entre la quantité de la monnaie et les besoins de l'échange.

Mais des considérations pratiques extrêmement graves, qu'il est inutile de rappeler dans une assemblée comme celle-ci, interdiront toujours, — il faut du moins l'espérer, — de tenter à froid, sans une pressante nécessité politique et financière, pareille expérience. (Dans ce cas, au reste, ce n'est pas d'expérience qu'il s'agirait.)

C'est pour cela, sans doute, que l'éminent professeur de l'Université de Yale ne s'est pas arrêté à ce moyen, théoriquement le plus simple, de stabiliser les prix. Il se défie avec raison d'une monnaie de papier qui n'aurait, en définitive, d'autre fondement de sa valeur que les lumières et la sagesse de l'État. Et ce qu'il propose, c'est de convier l'État à se faire le régulateur indirect de la valeur de la monnaie métallique par une action exercée sur sa quantité et sans enlever aux particuliers la faculté de faire transformer leurs lingots en monnaie frappée.

Le système, semble-t-il, serait celui-ci. En cas de hausse générale des prix, signe d'une trop grande abondance de la monnaie métallique et par suite d'une dépréciation de sa valeur (comme de celle du métal dont elle est faite), l'État, par une retenue plus ou moins importante — sans rapport avec les frais de fabrication — opérée sur les lingots apportés à la frappe, ralentira plus ou moins l'émission des particuliers. En cas de baisse générale des prix (car ceci aussi est à prévoir, et la baisse ne trouble pas moins d'intérêts que la hausse), indice d'une augmentation de valeur de la monnaie métallique due à son insuffisance présente, l'État, — nous le supposons du moins, — servira les apporteurs de lingots soit au pair, soit, s'il le faut, avec une bonification stimulante, qu'il tirera des réserves formées par les retenues antérieures. (Ce procédé, en tout cas, serait plus correct et moins inquiétant que celui qui consisterait, pour l'État, à frapper et émettre pour son propre compte les réserves d'or prélevées sur les particuliers.)

En somme, l'État se chargera... comment dirai-je?... mon collègue M. Souchon me souffle le mot... l'État se chargera d'une sorte de « valorisation » indirecte de la monnaie métallique, non point de l'or, mais de la monnaie d'or. Il dissociera, il désolidarisera, à point voulu, la valeur de la monnaie métallique de la valeur du métal, en faisant prédominer dans la constitution de la valeur de la monnaie d'or l'élément de valeur dû à la fonction monétaire. C'est par là que le projet de

M. Irving Fisher paraît bien procéder très directement des vues rappelées tout à l'heure comme étant celles de certains économistes partisans d'une monnaie de papier à titre d'instrument monétaire plus parfait.

Sans méconnaître les différences, — puisque la monnaie resterait faite d'une marchandise ayant une valeur due en bonne partie à sa matière et que les particuliers conserveraient la liberté d'émission, — cette conception soulève au moins autant de questions délicates que la conception plus ancienne de la monnaie de papier. On ne peut, à l'heure avancée qu'il est, songer à les envisager toutes. Certaines d'ailleurs viennent d'être posées et examinées avec une particulière compétence. En voici deux nouvelles qui me viennent à l'esprit, grâce à ce qui a déjà été dit, et que je me bornerai à formuler.

En premier lieu, si l'on ne veut pas risquer de provoquer un mouvement des prix dans un sens sous prétexte de l'empêcher de se dessiner dans un autre, il conviendra d'attendre, pour faire jouer le système, que le mouvement — hausse ou baisse — se soit produit et manifesté avec quelque consistance. Mais en quoi alors le système raréfiera-t-il les variations des prix? Admettons qu'il soit de nature à limiter l'amplitude de leurs oscillations. Ne risquera-t-il pas de multiplier leur fréquence? Des soubresauts répétés sont-ils préférables à des oscillations plus amples, mais lentes? On y veillera, on n'agira pas à la légère, on procédera avec prudence... Mais il faut compter avec les intérêts privés, aussi âpres qu'avisés, qui ne se feront pas faute de discuter dans la presse les données des *index numbers* et presseront les pouvoirs publics dans un sens ou dans l'autre, — au nom, cela va de soi, de l'intérêt général le plus impérieux. — Ce serait se leurrer que de faire fond avec trop de confiance sur un fonctionnement purement mathématique, automatique et en quelque sorte impersonnel du mécanisme établi. Avant de donner à l'État le moyen d'agir si universellement sur les valeurs, avant de mettre entre ses mains le volant de la circulation métallique, avant d'ajouter à ses fonctions ce nouveau champ d'action et de responsabilité (illusoire), il est permis de penser qu'il convient d'y regarder à deux fois, si louable que soit le but poursuivi.

En second lieu, le projet de M. Fisher ne risquerait-il pas de nous ramener au lingot, à la monnaie pesée comme instrument d'échange et d'évaluation? Cela, du moins, pour les prix de gros, pour les transactions sur valeurs importantes, pour les marchés de matières premières? Le grand commerce et la banque, dont les opérations rayonnent par-dessus les frontières, consentiront-ils à perdre de vue que, pour eux, la monnaie frappée reste avant tout un lingot? Dès lors, quelle raison auront-ils de porter à la frappe les lingots qu'ils possèdent pour s'en voir retenir une partie sans rapport avec les frais de fabrication? On dira que c'est tant mieux s'ils ne le font pas, puisque, précisément, quand l'État élève sa retenue, c'est qu'il y a trop de monnaie, que les prix haussent et qu'on veut enrayer l'émission. Mais ces gros manieurs d'argent n'en viendront-ils pas à se comporter tout simplement entre eux comme si la monnaie frappée n'existait pas, c'est-à-dire à exprimer leurs prix et à les régler en poids d'or? Une généralisation internationale, forcément précaire, du système Fisher serait-elle bien de nature à les dissuader de cette pratique prudente? On peut penser qu'ils auront toujours plus de confiance dans la fraction de lingot qu'ils auront gardée (au lieu d'offrir à l'État l'occasion de se l'approprier) que dans la valeur monétaire plus grande qu'aurait, même internationalement, la portion de métal qui leur serait remise frappée, et qui se maintiendrait...

tant qu'il ne viendra pas à l'idée de l'État que c'est le moment pour lui d'agir en sens inverse et de faire baisser la valeur de la monnaie.

Il pourrait se produire ainsi une sorte de refoulement des lingots, il y aurait plus d'or en circulation à l'état de lingots qu'il n'y en aurait eu sans la mesure prise, en sorte que, par la dépréciation plus accentuée du métal, les prix de gros, dont on voulait enrayer la hausse, seront peut-être portés vers une hausse plus grande, pendant que les prix de détail, exprimés en monnaie frappée, raréfiée, baisseraient seuls... Oh! je ne donne pas cela pour une vision très nette. Je me demande si ces choses ne se produiraient pas et comment tout cela s'arrangerait, marcherait. C'est tout un horizon trouble qui s'offre à nos regards inquiets. Il est possible que mes appréhensions ne soient pas fondées autant qu'une première vue, très rapide, du système me le suggère en ce moment. L'éminent professeur de l'Université de Yale n'est pas sans avoir envisagé ces questions. Peut-être y a-t-il déjà répondu victorieusement. J'en serai alors pour ma confusion et le prierai en toute simplicité et bonne foi de vouloir bien agréer mes excuses.

Auguste DESCHAMPS.

*
**

5°

OBSERVATIONS DE M. LANDRY

DÉPUTÉ DE LA CORSE

Je prends la parole pour répondre au désir de M. March, qui sait la collaboration que j'ai donnée à la propagande d'Irving Fisher en faveur de la réunion d'une commission internationale du coût de la vie. Mais l'heure tardive m'oblige à ne présenter que des observations tout à fait sommaires.

Les points touchés, les questions soulevées par M. March dans son importante communication sont au nombre de cinq. Il y a lieu de les passer en revue.

1° *Le fait de la hausse des prix.* — Depuis 1896 ou 1897, une hausse générale et à peu près continue des prix se poursuit, qui n'a pas été moindre de 40 à 50 %/. Cette hausse égale déjà en ampleur celle qui a eu lieu entre 1850 et 1865. Si elle se prolonge, on pourra assister à quelque chose de comparable à la grande « révolution des prix » du seizième siècle.

2° *Conséquences considérables de cette hausse.* — Il en est qui sautent aux yeux. La situation relative des créanciers et des débiteurs, en prenant ces mots dans le sens le plus large, est modifiée. Ceux qui produisent et qui vendent gagnent plus d'argent. Ceux qui ont des revenus nominalement fixes voient leur condition empirer : tels les rentiers et les obligataires, les pensionnés, les assistés, les fonctionnaires, les salariés de toutes sortes.

La hausse des prix ne trouble pas seulement les budgets des particuliers; elle paraît être une des causes principales de la rupture d'équilibre qui s'est produite dans les finances de la France et de divers États, et cela tant par ses effets directs que par certains effets indirects (nécessité de relever les traitements des fonctionnaires).

3° *Intérêt qu'il y aurait à procéder à une observation méthodique des mouve-*

ments des prix. — C'est un point qui a été suffisamment mis en lumière par M. March. Seule cette observation méthodique, faisant connaître les faits, permettra d'en bien apprécier les conséquences, d'en reconnaître les causes et de déterminer, s'il y a lieu, les moyens d'y remédier.

Sur ces trois premiers points, il n'y a guère et il ne saurait guère y avoir de contestation. Il en va tout autrement des deux dernières questions, sur lesquelles des désaccords profonds se sont manifestés.

4° *Les conséquences de la hausse, dans l'ensemble, sont-elles bonnes ou sont-elles mauvaises.* — Je penche très fortement vers la deuxième opinion. On dit que la hausse des prix stimule la production. On entend sans doute dire par là qu'elle provoque une utilisation plus complète et un agencement meilleur des moyens de production dont l'humanité dispose. Mais cette assertion n'est pas prouvée. En revanche, on aperçoit assez les difficultés avec lesquelles la hausse — tout au moins lorsqu'elle prend certaines proportions — met aux prises les classes les plus nombreuses et les plus intéressantes de la société.

5° *S'il faut chercher à stabiliser les prix, est-il possible de le faire? Que vaut, notamment, le système Irving Fisher?* — Ce système, que M. March a exposé, a recueilli de très nombreuses et très précieuses adhésions à l'étranger; il rencontre au contraire en France beaucoup de scepticisme, ou même d'hostilité. On le critique, d'une part, dans sa base théorique, d'autre part, au point de vue de sa valeur pratique.

La base théorique du système d'Irving Fisher, c'est, dit-on, la théorie quantitative de la monnaie. Or la théorie quantitative est actuellement peu en faveur chez nous, nos économistes manifestant une défiance extrême à l'égard des théories qui expliquent les faits d'une manière trop complète.

Mais c'est une erreur de croire que le système de Fisher ait la théorie quantitative pour base nécessaire. Pour que ce système se justifie, il suffit d'admettre que la quantité de monnaie en circulation a une influence sur les prix, que ceux-ci tendent à varier dans le même sens que celle-là, et que l'influence de la quantité de monnaie en circulation sur les prix est une influence appréciable. Que l'on accepte ces prémisses, et la conclusion s'imposera que l'on peut stabiliser les prix en modérant la frappe des monnaies.

Les propositions qui viennent d'être énoncées peuvent-elles donc être sérieusement discutées : Je ne le pense pas.

Dans un marché fermé, selon la quantité de monnaie qui sera employée à acheter une quantité donnée de marchandise, les prix de celle-ci seront plus ou moins hauts. Il en ira de même dans l'ensemble de l'économie nationale ou mondiale.

Certes, il y a, en dehors de la quantité de la monnaie, d'autres facteurs encore qui influent sur les prix, et qui ont des causes propres de variation.

Mais peu importe ici. Pour que la conclusion formulée ci-dessus fût détruite, il faudrait que les variations dans la quantité de la monnaie agissent sur ces facteurs en telle sorte qu'ils contrarieraient l'influence de celle-là sur les prix. Et il ne semble pas que rien de tel se vérifie. La quantité de monnaie en circulation n'agit en aucune manière sur la vitesse de la circulation monétaire, laquelle dépend de l'échelonnement des recettes et des dépenses dans les budgets de toutes sortes. Elle ne paraît avoir que peu d'action sur le volume des transactions.

En ce qui concerne enfin la circulation fiduciaire, il est certain que, comme la

rapidité de la circulation, comme le volume des transactions, celle-ci subit des variations pour des causes qui lui sont particulières : c'est ainsi que cette circulation s'enflera si, dans un pays, l'habitude se généralise des dépôts en banque, des paiements par chèques, etc. Mais considérons l'influence — qui est certaine — de la circulation monétaire sur la circulation fiduciaire. Si l'on s'attache ici aux mouvements lents et prolongés — non pas à ce qui peut se produire dans de courtes périodes ou dans des moments de crise — il est indubitable qu'avec l'accroissement de la circulation monétaire la circulation fiduciaire s'enflera, par suite de l'augmentation des dépôts, et ainsi l'influence directe de cet accroissement sur les prix sera doublée de l'influence indirecte qu'il exercera, dans le même sens, par l'intermédiaire de la circulation fiduciaire.

Théoriquement donc, la thèse de Fisher apparaît fondée. Reste la question de la valeur pratique du système. Ici, s'il s'agissait de faire l'application de celui-ci à un seul pays, des réserves pourraient être formulées. J'ai été impressionné par les observations que M. March a formulées sur ce point. Mais s'agissant d'une application internationale, Irving Fisher semble avoir répondu victorieusement aux objections et résolu d'une façon heureuse les difficultés qui se présentaient.

Pour conclure, je crois qu'il n'est pas besoin de se prononcer, dès à présent, sur le plan de stabilisation des prix imaginé par Irving Fisher. Il convient de procéder par ordre. Ce qui importe pour le moment, c'est de s'associer aux efforts de cet économiste en faveur de la constitution d'une commission internationale du coût de la vie, dont le premier objet sera d'organiser une observation internationale et méthodique des mouvements des prix. La Société de Statistique de Paris ne refusera certainement pas de donner son adhésion à une pareille propagande.

Adolphe LANDRY,
Député de la Corse.

III

RAPPORT DU TRÉSORIER

SUR

LES COMPTES DE L'ANNÉE 1912

LA SITUATION FINANCIÈRE ET LE BUDGET POUR L'EXERCICE 1913

CHERS COLLÈGUES,

Conformément aux dispositions de l'article 24 de notre règlement, j'ai l'honneur de vous soumettre les comptes des recettes et des dépenses de l'année 1912 et, à la suite, les prévisions budgétaires pour 1913.

Le bilan que vous avez en mains comprend à l'*actif* trois parties distinctes s'élevant à 163.226' 71, savoir :

La 1^{re} partie se rapporte aux espèces qui existent dans la caisse du trésorier et

en compte courant au Crédit Foncier de France, ainsi qu'au Comptoir national d'Escompte, et s'élève au total à la somme de 1.891'49.

La 2^e partie comprend le portefeuille, qui représente la presque totalité du patrimoine de la Société et se subdivise en trois sections : 1^o 100.826'77 de valeurs sans affectation spéciale ; 2^o 55.902'60, montant des portefeuilles des différents legs, et 3^o 4.605'85 pour quelques titres en compte courant.

Aucun de ces titres, quelle qu'en soit la nature et la destination, ne reste, vous le savez, entre les mains du trésorier. Ils sont tous déposés au Crédit Foncier et au Comptoir national d'Escompte contre des récépissés au nom de la Société, dont les numéros sont même inscrits au bilan qui vous est remis.

A la 3^e partie du bilan, la bibliothèque figure pour mémoire seulement. Ce n'est pas qu'elle soit d'une minime importance, mais, au contraire, d'une grande richesse, dont le catalogue affirme toute la valeur et assure l'entière conservation.

Un autre élément s'y rencontrait encore l'année dernière : le montant des annuités qui restaient à payer par l'Hôtel des Sociétés savantes, pour le remboursement du prêt qui lui avait été fait pour l'installation des casiers devant recevoir les livres de notre bibliothèque, créance éteinte cette année par l'acquit du dernier terme de 90 francs par trimestre reçu au mois d'avril 1912.

Au *passif*, le bilan représente naturellement la même valeur totale de 163.226'71, mais groupée dans un ordre différent comme contre-partie.

C'est d'abord le montant exact du capital des divers legs dont le total est de 56.197'35.

Vient ensuite la somme de 27.025'10 formant une réserve temporaire de la valeur des rachats effectués par les membres perpétuels pour leurs cotisations, dont ils sont ainsi affranchis, valeur qui deviendra ultérieurement disponible par fractions successives. Il en sera de même pour les 1.920 francs concernant les annuités versées sur des rachats en cours, qui viendront progressivement se fondre avec la réserve ci-dessus.

La provision du legs Bourdin est essentiellement temporaire, puisqu'à chaque ternaire, alors qu'elle atteint 108 francs, elle disparaît pour constituer un prix très suivi, agréable à donner et flatteur à recevoir en une médaille d'or décernée par le Conseil.

Plus loin, viennent les ressources disponibles jusqu'à concurrence de 5.577'35 provenant des revenus des legs Coste et Mercet.

Enfin, le surplus, s'élevant actuellement à 72.398'91, fait directement face aux services courants de la Société, en recevant par contre les ressources également courantes et dès lors variables. Il se trouve ainsi directement intéressé à la vie quotidienne de la Société, de telle sorte que lorsque nous allons parler des recettes et des dépenses de 1912, c'est surtout de lui qu'il s'agira.

En entrant dans cette voie, nous adressons un dernier hommage à M. Émile Levasseur en signalant l'inscription définitive du legs de notre ancien et honoré collègue et président, dont le nom aimé et vénéré par chacun de nous est venu prendre place auprès de ses prédécesseurs, également donateurs de la Société. Le portefeuille de son legs, dont le montant est de 1.000 francs, a été constitué par 33 francs de rente française 3 %, perpétuelle, nominative, qui est déposée avec la sauvegarde supplémentaire d'un récépissé au nom de la Société.

L'ensemble des recettes du service courant a dépassé de 578'25 celui de l'année

dernière ; cette différence, sans donner un fort appoint, est sensible pour notre Société, dont les ressources sont très limitées. Leur source principale a résidé dans les cotisations des membres titulaires surélevées de 296^f 25.

Les autres recettes, c'est-à-dire les abonnements au Journal avec la vente des numéros détachés, les rachats de cotisations, les revenus mêmes de la Société et du legs Coste et Mercet, sont restées sensiblement les mêmes que l'année dernière : 8.078 francs contre 8.071 francs. Un membre titulaire et un membre correspondant ont racheté leurs cotisations par un versement intégral de 300 francs pour le premier et de 200 francs pour le second.

Au sujet des subventions, s'élevant au total à 3.300 francs, comme les années précédentes, la Société adresse ses vifs remerciements à MM. les ministres de l'Agriculture, de l'Instruction publique, du Travail et de la Prévoyance, ainsi qu'au Conseil municipal de Paris et au Conseil général du département de la Seine, pour l'intérêt qui lui est témoigné et pour l'aide qu'elle reçoit ainsi.

Sans ces encouragements et ce soutien, la Société, qui est une institution reconnue établissement d'utilité publique et ne tire aucune ressource de son action, ne pourrait poursuivre son œuvre dans une étendue suffisante et, par suite, répandre comme il convient l'enseignement pratique de la statistique qui présente tant d'utilité dans l'ordre économique et social ; sa bibliothèque ne pourrait se développer assez largement pour être consultée de plus en plus avec fruit. Les ressources dont la Société dispose actuellement sont donc absolument nécessaires pour suivre sa voie toute désintéressée.

Les dernières lignes de la partie relative aux recettes sont des dispositions d'ordre de transport d'un compte à un autre comme il convient, mais n'affectent pas finalement l'ensemble des fonds de la Société.

La principale dépense de la Société de Statistique consiste cette année, comme les précédentes d'ailleurs, dans les frais qu'a entraînés la publication de son Journal, organe essentiel et d'une valeur reconnue. Cette dépense a été de 9.645^f 05.

Ce chiffre est certainement élevé eu égard à nos ressources limitées, puisqu'il représente le summum atteint jusqu'à présent sous ce rapport. La Société n'a pas pour objectif de rechercher un profit, mais bien de rendre le plus de services possibles dans la mesure de ses disponibilités. Elle doit faire chaque année plus et mieux, en publiant de bons et utiles travaux qui, sans elle, ne verraient pas le jour au grand préjudice du pays et de nombre de services généraux. Ses ressources seules limitent ses efforts.

D'ailleurs, les autres dépenses de la Société : Frais d'administration, Loyer, Annuaire, Bibliothèque, qui au total ont été de 5.134^f 94, se sont maintenues, à 166 francs près, au niveau de celles des années précédentes.

Comme dispositions qui n'affectent pas en fait le montant général de l'avoir de la Société, trois obligations du chemin de fer P.-L.-M. 3 % ont été acquises, pour la somme de 1.228^f 80, sur un reliquat antérieur qui restait en dépôt provisoire au compte courant du Crédit Foncier, titres qui ont été versés au portefeuille général, et, d'autre part, six obligations semblables ont été obtenues de même sur les ressources du compte courant du legs Coste et versées dans les mêmes conditions au portefeuille de ce compte.

Au résumé, les comptes de 1912 se règlent sur les données qui précèdent.

Nous sommes amenés maintenant à nous occuper du budget de 1913.

Il a été établi dans des conditions qui répondent à l'étendue nécessaire du Journal et à la situation que la Société doit avoir, tout en maintenant le service financier dans les limites indispensables.

A cet effet, le crédit affecté l'année dernière aux impressions, y compris la rédaction et les graphiques, qui était de 7.900 francs au total, a été prévu, au sujet de 1913, pour 8.330 francs, dont 7.430 francs sur la première partie du budget et 900 francs sur la seconde à titre complémentaire; c'est en définitive une latitude, pour le Journal, de 430 francs de plus qu'au budget de l'année dernière.

Les autres parties ne présentent qu'une différence de 50 francs avec le budget précédent, de telle sorte que celui de 1913 se règle en définitive :

Pour la 1 ^{re} partie, l'actif à . . .	12.750 ^f	et le passif à . . .	12.740 ^f
Pour la 2 ^e partie, l'actif à . . .	2.534	contre.	2.531
	<u>15.284^f</u>	en recettes et. . .	<u>15.271^f</u> en dépenses.

Dans ces conditions la péréquation existerait entre les recettes et les dépenses.

Le Trésorier,
Paul MATRAT.

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1912

ACTIF

ESPÈCES

En caisse	679 ^f 07	} 1891 ^f 49
Au Crédit Foncier de France	240 92	
Au Comptoir national d'Escompte	971 50	

PORTEFEUILLE

(PRIX D'ACHAT)

1° Titres sans affectation spéciale

A. Déposés au Crédit Foncier :

204 fr. de rente 3 % (résultant de la conversion de 306 fr. de rente 4 1/2 % réduits à 238 fr. de rente 3 1/2 %). [Récepisse n° 126913]	7163 ^f »	} 64165 68	} 93685 68	
70 obligations foncières 3 % 1883 (Recépissés n°s 263 990, 275 268 et 624 786.)	29416 20			
4 obligations communales 2,60 % 1892 (Récepisse n° 275 269) [N°s des obligations à lots 164 789 à 164 792].	2014 65			
1/4 obligation Ville de Paris 2 % 1898 (Récepissé n° 314 960) [N° de l'obligation à lots 557 760 2° quart].	111 03			
3 obligations chemin de fer du Sud de la France 3 % (Récepissé n° 297 568)	1400 85			
26 obligations du gouvernement général de l'Indo-Chine 3 1/2 % 1898 (Récepissés n°s 322 939 et 406 536)	13039 15			
25 obligations des chemins de fer de l'Indo-Chine et du Yunnan 3 % (Récepissé n° 409 390)	11020 80			
30 obligations chemins de fer P.-L.-M. (fusion) 3 % anciennes (Récepisse n° 620 607)	12926 »			} 21546 »
20 obligations chemins de fer de Paris à Orléans 3 % nouvelles (Récepissé n° 620 608)	8620 »			
18 obligations chemin de fer Paris à Orléans 3 % nouvelles (Recepissé n° 741 565)	7974 »			} 2936 49
2 obligations chemins de fer de Paris à Orléans 3 % nouvelles (Récepisse n° 789 486)	860 20			
3 obligations chemins de fer P.-L.-M. 3 % (fusion) nouvelles (Récepissé n° 789 485)	1285 75			
2 obligations Ville de Paris 3 % emprunt 1910, libérées (n°s des obligations à lots 517 517 et 517 522) [Récepissé n° 849 461]	790 54			
4 obligations Foncières 3 % 1883 (Recepisse n° 823 295)	1685 »			
3 obligations chemins de fer P.-L.-M. 3 % (fusion) [Récepissé n° 916 459].	1228 80			

B. Déposés au Comptoir National d'Escompte de Paris :

2 obligations du chemin de fer de l'Est Algerien 3 % (Récepisse n° 501 926)	852 80	} 1 290 80
1 obligation Foncière 3 % 1883 (Récepissé n° 427 725)	438 »	

MONTANT des titres ci-dessus. 100 826 77

TOTAL des titres ci-dessus et des espèces *A reporter* 102 718^f 26

ACTIF (Suite)

Report. 102 718^f 26

2° Titres affectés à la représentation des legs suivants

C. Déposés au Crédit Foncier :

Legs Bourdin : 36 fr. de rente 3 % (Récépissé n° 172 226) . . .	997 60	}	4 791 60
Legs Bresson : 25 fr. de rente 3 % (Récépisse n° 670 765) . . .	805 "		
Legs Hancock : 7 obligations chemins de fer P.-L.-M. (fusion) 3 % nouvelles (Récépissé n° 789 485.)	2 989 "		

D. Déposés au Comptoir National d'Escompte de Paris :

Legs Coste : 98 obligations du chemin de fer de l'Est Algérien 3 % (Récépissé 501 926)	41 789 ^f "	}	51 111 "
Legs Mercet : 19 obligations Foncières 3 % 1883 (Récépissé n° 427 725)	8 322 "		
Legs Levasseur : 33 fr. de rente 3 % (Récépissé n° 743 712) .	1 000 "		

3° Titres valeur en compte courant

E. Depos au Comptoir National d'Escompte de Paris :

2 obligations chemins de fer P.-L.-M. 3 % (fusion) nouvelles (Récépissé n° 244 730)	857 50	}	4 605 85
3 obligations semblables (Récépissé n° 504 245)	1 283 40		
6 obligations semblables (Récépisse n° 1 509 137)	2 464 95		

DIVERS

Bibliothèque :

Pour mémoire. { Valeur des livres.	" "
{ Numéros du Journal en magasin.	" "

TOTAL DE L'ACTIF. 163 226^f 71

PASSIF

Capital avec affectation spéciale :

Legs Bourdin	997 ^f 60	}	56 197 ^f 35
Legs Bresson	805 "		
Legs Coste	41 934 75		
Legs Mercet	8 460 "		
Legs Hancock	3 000 "		
Legs Levasseur	1 000 "		

Reserve sur cotisations rachetées (1) 27 025 10

Fonds sans affectation spéciale, dont 22 000 fr. provenant de l'attribution faite à la Société de Statistique, sur le legs fait à l'État par M. Giffard, et 20 580 fr 32 montant de l'indemnité des assurances pour l'incendie des collections du Journal de la Société 72 398 91

Cotisations en cours de rachat (Reçu 32 annuités) 1 920 "

Provision pour médaille Bourdin 108 "

Comptes courants des legs Coste et Mercet :

Legs Costé : En titres disponibles	4 605 85	}	4 870 60
— Espèces	264 75		
Legs Mercet: Espèces	706 75		

TOTAL DU PASSIF. 163 226^f 71

(1) Cette réserve s'est réduite en 1912 par suite du décès d'un membre perpétuel et augmentée par l'inscription de 6 membres ayant racheté leurs cotisations.

COMPTES DE 1912

RECETTES

Espèces existant au 1^{er} janvier 1912 :

En caisse.	20 ^f 47	} 3 303 ^f 80
Au Credit Foncier.	84 48	
Au Comptoir National d'Escompte	3 198 85	

1^{re} PARTIE

Recettes effectuées pendant l'année pour le service courant

Cotisations : Membres titulaires.	4 950 ^f »	} 5 341 ^f 25
— Membres correspondants.	391 25	
Journal : Abonnements et vente de numeros		1 446 25
Interêts non réserves sur les titres du portefeuille général, sur ceux des legs Bresson et Hancock, sur les fonds au Credit Foncier, et divers.		3 576 23
Subventions reçues en 1912 (1) :		
Ville de Paris : année 1911	1 000 »	} 3 300 »
Conseil général de la Seine : 1911.	500 »	
Ministère de l'agriculture : 1912.	1 200 »	
Ministère de l'instruction publique : 1912	300 »	
Ministère du travail et de la prévoyance sociale : 1912	300 »	
RECETTES effectuées en 1912 (1 ^{re} partie)		(1) 13 663 ^f 73

2^e PARTIE

Recettes spéciales et Règlements d'ordre

<i>Annuités</i> : Rachat intégral en 1912 de leurs cotisations, par 1 membre titulaire et 1 membre correspondant	500 ^f »	} 1 520 ^f »
— 17 annuités de 60 fr. pour rachats successifs de cotisations	1 020 »	
<i>Dernière annuité</i> sur le prêt à l'Hôtel des Sociétés savantes		90 »
<i>Legs Bourdin</i> : Interêts de 1912 des valeurs de ce legs		36 »
<i>Legs Mercet</i> : Reçu net en 1912 en compte courant au Comptoir d'Escompte.	288 »	} 1 741 90
<i>Legs Coste</i> : Reçu net en 1912 en compte courant au Comptoir d'Escompte.	1 453 90	
<i>Legs Levasseur</i> : Montant de ce legs reçu en 1912		1 000 »
RECETTES spéciales de la 2 ^e partie		4 387 ^f 90
TOTAL de la 1 ^{re} et de la 2 ^e partie		18 051 ^f 63
TOTAL GENERAL de l'encaisse et des recettes.		21 355 ^f 43

(1) Reste à recevoir la subvention de 1 000 fr. de la Ville de Paris de 1912 et celle de 500 fr. du Conseil général de la Seine, qui ont été votées, mais non ordonnancées en 1912.

COMPTES DE 1912

DÉPENSES

1^{re} PARTIE

Paiements effectués pendant l'année pour le service courant

Administration :		
Secrétariat général, correspondance, frais de bureau, etc.	1 998 ^f »	} 3 558 ^f 54
Frais de convocations	410 50	
Trésorerie et archives, frais de recouvrement, correspondance, etc.	1 150 04	
Loyer : pour 1912		1 000 »
Journal : Impression et frais d'envoi	7 086 90	} 9 645 05
— Rédaction en 1912, tableaux et graphiques	2 558 15	
Annuaire : Impression et envoi.		286 40
Bibliothèque :		
Allocations mensuelles au bibliothécaire et indemnité au secrétaire.	230 »	} 230 20
Reliures et imprimés	50 20	
Dépenses réglées en 1912 (1 ^{re} partie).		<u>14 770^f 19</u>

2^e PARTIE

Dépenses spéciales, placements et règlements d'ordre

Acquisition de 3 obligations du Chemin de fer P.-L.-M. 3 % fusion, versées au Portefeuille général	1 228 ^f 80
Acquisition de 6 obligations semblables, pour le portefeuille libre du compte courant du Legs Coste	2 464 95
Constitution du portefeuille du legs Levasseur : 33 fr. de rente 3 % perpétuelle	1 000 »
TOTAL de la 2 ^e partie	<u>4 693^f 75</u>
TOTAL de la 1 ^{re} et de la 2 ^e partie	<u>19 463^f 94</u>

Espèces existant au 31 décembre 1912

En caisse.	679 ^f 07	} 21 355 ^f 43
Au Crédit Foncier.	240 92	
Au Comptoir National d'Escompte.	971 50	
TOTAL GÉNÉRAL égal.		<u>21 355^f 43</u>

BUDGET DE PRÉVISION POUR 1913

RECETTES

1^{re} PARTIE

Cotisations.	4 800 ^f »	
Journal : abonnements et ventes .	1 266 »	
Revenus des titres du portefeuille et du compte courant au Crédit Foncier et au Comptoir National d'Escompte	3 300 »	

Subventions :

Ville de Paris	1 000 ^f »	} 3 384 »
Ministère de l'Agriculture . . .	1 200 »	
Ministère de l'Instruction pu- blique (abonn. au Journal) . . .	300 »	
Ministère des travaux publics .	Mémoire	
Conseil général de la Seine	500 ^f »	
Ministère du travail et de la prévoyance (abon. au Journ.) .	384 »	

TOTAL de la première partie. 12 750^f »

2^e PARTIE

11 annuités en 1913 p ^r rachats de cotisations en cours . . .	660 ^f »
Revenus du legs Bourdin. . . .	36 »
— Coste.	1 400 »
— Mercet	280 »
— Bresson	25 »
— Hancock	100 »
— Levasseur.	33 »

TOTAL de la seconde partie. 2 534^f »

TOTAL GÉNÉRAL 15 284^f »

DÉPENSES

1^{re} PARTIE

Administration :

Secrétariat général, frais de bureau, correspondance, etc	1 980 ^f »	} 3 530 ^f »
Frais de convoca- tions	400 »	
Trésorerie, archives, frais de recouvre- ment	1 150 »	

Loyer :

Salles des réunions et bibliothèque.	1 000 »
---	---------

Journal :

Impression et envoi.	5 450 »	} 7 430 »
Rédaction	1 680 »	
Graphiques	300 »	

Annuaire :

Impression et envoi.	300 »
------------------------------	-------

Bibliothèque :

Livres, reliures et frais divers. .	280 »
-------------------------------------	-------

Dépenses diverses :

Frais extraordinaires et de re- présentation	200 »
---	-------

TOTAL de la première partie. 12 740^f »

2^e PARTIE

Supplément éventuel d'impres- sion pour l'extension du journal :		
Le journal.	800 »	} 900 ^f »
Les graphiques 100 »	100 »	
Réserve des annuités ci-contre. .	660 »	
— des revenus du legs Bourdin pour sa mé- daille.	36 »	
— des revenus des divers legs pour les prix et publications con- cernant ces legs, dé- penses imputables et frais s'y rapportant	935 »	

TOTAL de la seconde partie. 2 531^f »

TOTAL GÉNÉRAL 15 271^f »

Reliquat 13 »

ÉGALITÉ 15 284^f »

Le Trésorier,

Paul MATRAT.

**SOCIÉTÉ
DE STATISTIQUE
DE PARIS**

RELEVÉ COMPARATIF QUINQUENNAL DES RECETTES ET DÉPENSES DE DIVERS CHAPITRES

Situation au 31 décembre des années 1908 à 1912

DÉSIGNATIONS	1908	1909	1910	1911	1912
<i>Recettes du service courant :</i>					
Cotisations encaissées	3 922 »	4 020 »	5 052 »	5 645 »	5 341,25
Abonnements et vente du Journal	1 318,50 ¹	1 288 » ¹	1 389,05 ¹	1 391,75 ¹	1 446,25 ¹
Revenus des valeurs	3 090,04	2 885,41	3 166,15	3 348,73	3 576,23
Subventions	2 640 » ²	3 050 » ²	3 150 » ²	3 300 »	3 300 »
TOTAL du service courant	10 970,54	11 243,41	12 757,20	13 085,48	13 663,73
<i>Recettes spéciales :</i>					
Annuités pour rachats de cotisations	600 » ³	720 » ³	2 220 » ³	1 500 » ³	1 520 » ³
Annuités de l'Hôtel des Sociétés savantes pour remboursement d'avances	360 » ⁴	360 » ⁴	360 » ⁴	360 » ⁴	90 » ⁴
Revenus des legs	1 605,75	1 405,92	1 540,80	1 831,10	1 777,90
Recettes exceptionnelles	215,55	22 128,30 ⁸	11 460 » ⁸	»	1 000 » ⁸
TOTAL général des recettes	13 751,84	35 857,63	28 338,80	16 776,58	17 847,18
<i>Dépenses du service courant :</i>					
Administration, assemblées, recouvrements, etc.	2 919,90	3 427,30	3 488,28	3 276,25	3 558,54
Loyer	1 000 »	1 000 »	1 000 »	1 000 »	1 000 »
Journal (impression, graphiques, rédaction, etc.)	5 938,19	6 157,24 ⁶	7 028,19 ⁶	7 667,94 ⁶	9 645,05 ⁶
Annuaire	199,75	183,45	268 »	278,55	286,40
Bibliothèque	262 »	267,50	272,85	239,75	280,20
Dépenses extraordinaires	179,05	»	241,25	173,25	»
TOTAL du service courant	10 498,89	11 035,49	12 298,57	12 635,84	14 770,19
Dépenses spéciales	»	21 751,02 ⁹	20 364,10 ¹¹	3 651,44 ⁷	4 693,75
TOTAUX	10 498,89	32 816,51	32 662,67	16 287,28	19 463,94
<i>Situation :</i>					
Valeurs en portefeuille	136 831,53 ¹²	138 266,43 ¹²	154 477,48 ¹²	156 845,92 ¹²	161 385,22 ¹²
Annuités à recevoir de l'Hôtel des Sociétés savantes	1 170 » ¹³	810 » ¹³	450 » ¹³	90 » ¹³	» ¹³
En caisse et dépôts	4 098,05	7 139,17	2 814,50	3 303,80	1 891,49
Créance	5 605,70 ¹⁴	»	»	»	»
TOTAUX	147 705,28	146 215,60	157 741,98	160 239,72	163 226,71

Nombre des Membres au 31 décembre :					
Titulaires	perpétuels	100	97	103	100
	non rachetés	165	182	202	206
Correspondants		29	31	34	34
Associés		70	67	68	68
TOTAUX		364	377	407	408

1. Presque exclusivement par abonnements. Vente de numéros détachés variant de 37 à 68 fr.
2. La subvention du Ministère de l'Agriculture a été de 1 000 fr. en 1907, 1908 et 1909 et de 1 200 fr. en 1910, 1911 et 1912. — En outre, les subventions n'ont pas toujours été payées pendant les années auxquelles elles se rapportaient. La subvention de 1 000 fr., en 1912, de la Ville de Paris, et celle du Conseil général de la Seine, de 500 fr., en 1912, ne seront mandatées qu'en 1913.
3. Rachats de cotisations plus nombreux : 4 rachats complets et 17 annuités en 1910 ; 2 rachats complets et 15 annuités en 1911 ; 2 rachats complets et 17 annuités en 1912.
4. A partir de 1907, l'annuité du remboursement d'un prêt fait à l'Hôtel des Sociétés savantes est restée seule. En 1912, dernière annuité.
5. Une indemnité reçue en espèces, en 1907, pour l'incendie des collections du Journal de la Société. En outre, un crédit de 7 000 fr. a été ouvert par la Maison Berger-Levrault et Cie, à titre d'indemnité complémentaire au sujet de cet incendie.
6. Feuilles en plus pour l'impression du Journal en 1909, 1910, 1911 et surtout 1912. Tableaux et graphiques spéciaux en 1912.
7. En 1911, 1 289 fr. pour l'impression de la table alphabétique et analytique du Journal de 1860 à fin 1910. Plus 2 362 fr. 44 pour placements en obligations Ville de Paris et Crédit Foncier. En 1912, placement 1 228 fr. 80 en 3 obligations P.-L.-M. pour le portefeuille général et 2 464 fr. 95 en 6 obligations semblables pour le compte courant du legs Coste.
8. Remboursement de 30 fr. de rente amortissable (998 fr.). — Cotisations spéciales (1 020 fr.) et constitution de ressources et de crédit pour le Cinquantenaire de la Société, suivant détail au compte de 1909, et allocation gracieuse de 8 000 fr. par l'Institut international de Statistique, pour participation de la Société aux réceptions de la XII^e session de l'Institut. En 1910, montant net du legs Mercet, 8 460 fr., et du legs Hancock, 3 000 fr. En 1912, legs Levasseur, 1 000 fr.
9. Remploi de 978 fr. 57 en 30 fr. de rente amortissable. — Absorption du solde du crédit ouvert par MM. Berger-Levrault et Cie ; frais de réception des membres et invités de l'Institut international et placement de 7 974 fr., le tout suivant compte de 1909.
10. Achat de la médaille du prix Bourdin en 1907 et en 1910.
11. En 1910 : médaille, 108 fr. ; placements legs Mercet, 8 922 fr. ; legs Hancock, 2 989 fr. ; placements divers, 5 702 fr. 80. Remboursement de 3 242 fr. 30 sur les 8 000 fr. ci-dessus, pour impressions supplémentaires.
12. Portefeuille déposé au Crédit Foncier et au Comptoir National d'Escompte de Paris, y compris les valeurs des legs, capital et comptes courants. Placement, en 1907, de l'indemnité payée pour l'incendie des collections du Journal et d'un reliquat. Accroissements de 1908 à 1911, notamment par suite des placements du montant des legs.
13. Réductions progressives des annuités restant dues par l'Hôtel des Sociétés savantes pour cession de corps de bibliothèques et pour prêt fait par la Société ; à partir d'avril 1907, les annuités sur le prêt restent seules dues. En 1912, dernier trimestre à recevoir pour solde.
14. Partie restant due par la Maison Berger-Levrault et Cie sur la créance de 7 000 fr. pour indemnité complémentaire concédée par cette Maison pour l'incendie des collections du Journal de la Société (1 394 fr. 30 ont été affectés à l'impression du catalogue de la Bibliothèque). Solde de 5 605 fr. 70 employé en 1909 lors du Cinquantenaire de la Société et de la XII^e session de l'Institut international pour l'impression de l'ouvrage *La Statistique à Paris*, et pour la publication des comptes rendus. (Journal d'août 1910 spécial.)

IV

RAPPORT PRÉSENTÉ

AU NOM DE LA

COMMISSION DES FINANCES

PAR M. MALZAC

VICE-PRÉSIDENT

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous présenter, au nom de la Commission des finances, le rapport sur les comptes de l'exercice 1912, le bilan au 31 décembre et le projet de budget pour l'année 1913.

I

En ce qui concerne l'exercice 1912, nous avons une fois de plus constaté la bonne tenue des écritures de notre Trésorier et son exactitude dans le recouvrement des recettes et le règlement des dépenses.

Nous avons vérifié la caisse, les livres, les récépissés de dépôt des titres, les comptes courants avec le Crédit Foncier de France et le Comptoir National d'Escompte, les pièces justificatives des dépenses.

Le tout a été trouvé d'une régularité parfaite et en pleine conformité avec les comptes et le bilan établis par le trésorier.

II

Le budget de l'exercice 1913 vous est présenté avec les mêmes éléments que ceux des années précédentes.

Vous en avez le détail dans le projet imprimé mis à votre disposition.

Il n'appellerait aucun commentaire si nous n'avions pas à faire état, pour son équilibre, des subventions que nous devons à la bienveillante sympathie de trois ministères, de la Ville de Paris et du Conseil général de la Seine.

Ces subventions, qui ont été de 3.300 francs en 1912 et que nous prévoyons pour la même somme au budget de 1913, représentent près de la moitié des dépenses afférentes au Journal de la Société, dont la moyenne pour les cinq dernières années ressort à 7.300 francs.

Nous ne pourrions évidemment pas y accueillir avec la même ampleur les études doctrinales et les documents statistiques qui en ont consacré la renommée, si nous n'étions pas aidés par de généreux concours.

Nous donateurs ont droit à toute notre gratitude et nous ne pouvons pas douter qu'ils seront continués à notre Société pour seconder la vulgarisation d'idées et de faits aussi attachants par leur diversité que sûrement profitables aux services publics et à l'intérêt général.

III

Pour conclure, nous proposons à vos votes les résolutions suivantes :

I. — Sont approuvés, tels qu'ils ont été établis et vérifiés, les comptes de l'exercice 1912 et le bilan au 31 décembre 1912.

II. — Décharge est donnée à M. Matrat, trésorier, de sa gestion pour l'exercice 1912.

III. — Le budget de l'exercice 1913 est arrêté aux chiffres ci-après :

Recettes	15.284 ^f 00
Dépenses	<u>15.271 00</u>
Excédent en recettes	<u>13^f 00</u>

Le Rapporteur,
M. MALZAC.
